

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 22 MARS 1978 - N° 661

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76 1,70 F

PRÉPARATIFS A DROITE RÈGLEMENTS DE COMPTE A GAUCHE

Règlement de compte à gauche, attente et préparatifs à droite, le lendemain des élections a été sans surprise.

Sans surprise, de voir Marchais et Mitterrand se rejeter mutuellement la responsabilité de l'échec, comme de voir le CERES s'affirmer plus proche de Marchais que de Mitterrand. Simplement le règlement de compte qui s'ouvre aujourd'hui, confirme une fois de plus que l'accord de réconciliation qu'ils avaient signé à la hâte lundi soir, était bien complètement vide, et que toutes leurs divergences demeuraient. Au point de se demander comment ils auraient pu gagner ensemble si la gauche avait gagné !

Comment l'UDF et le RPR vont gouverner ensemble une fois les élections gagnées, c'est aussi une question qui demeure. Dans l'attente du discours de Giscard mercredi soir, et de la composition du futur gouvernement, RPR et UDF chacun de leur côté se préparent à s'affronter, l'un pour l'ouverture, l'autre pour la fermeture de la nouvelle majorité gouvernementale. Une certitude cependant c'est que la politique de la droite maintiendra l'austérité, la répression et le chômage.

Le déroulement de la chronique politicienne les semaines à venir, risque fort d'être alimenté par ces règlements de compte de la gauche, et ces préparatifs de la droite. Quant aux travailleurs qui ont été inondés de promesses sur les uns et par les autres, ils retrouvent aujourd'hui, combien, le chômage, les cadences les bas salaires... L'heure est à l'action comme l'ont montré les ouvrières de Codolles qui les élections finies se sont mises en grève pour obtenir les 2 400 F pour 40 heures ! Un exemple à suivre. (Lire page 3)

Marée noire LA COLERE DES PECHEURS



Avec les grandes marées, 250 000 tonnes de pétrole à la mer ?

Les grandes marées risquent de briser l'Armoco-Cadiz et de provoquer l'écoulement de la totalité de la cargaison avant même que les opérations de pompage aient débuté.

Dès à présent 1 600 kilomètres carrés

sont pollués. Les pêcheurs ont déposé leur rôle, se considérant au chômage. Chez eux la colère est à son comble et Barre, lors de sa visite, en a fait la pénible expérience. Outre la ruine de la pêche côtière, c'est toute l'é-

conomie littorale qui est condamnée.

La collecte des algues destinées aux engrais sera impossible, le pétrole recouvre tout. La couche répandue varie de quelques millimètres à un mètre dans des criques.

De l'avis des populations locales, les moyens mis en œuvre pour réduire la pollution sont dérisoires. Chaque jour l'incapacité et l'imprévoyance des pouvoirs publics est mise un peu plus en évidence. Le commandant du pétrolier Amoco-Cadiz a été relâché contre une caution de 20 millions de centimes, il est tenu de rester à la disposition de la justice. La loi prévoit pour lui une condamnation maximum de deux ans de prison pour fait de pollution. Mais est-ce le seul responsable ?

Comme si c'était la première pollution, c'est avec des moyens dérisoires, des pelles et des seaux que 250 soldats participent aux côtés des agriculteurs et des pêcheurs au nettoyage de la côte.

(Lire en page 7)

SUD-LIBAN

Begin criminel de guerre

Bombes à fragmentation sur Sour

Pour tenter d'écraser la Résistance Palestinienne au Sud-Liban, l'aviation israélienne bombarde sauvagement les points de résistance, notamment la ville de Sour, au sud du fleuve Litani, sur laquelle elle a largué des bombes à fragmentations livrées par les Américains. Ces bombes, du type bombes à billes, qui avaient été largement utilisées par eux, contre les peuples d'Indochine, projettent de multiples fragments inopérants contre les objectifs

militaires, mais très meurtriers pour les populations civiles.

Face à ces crimes sionistes, il faut amplifier notre condamnation publique et développer notre soutien à la Révolution Palestinienne, à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste que mènent les peuples arabes. Samedi dernier, devant la Ligue arabe à Paris, une manifestation s'est déroulée à l'initiative de la GUPS (Union Nationale des Etudiants Palestiniens) et de l'AMFP (As-

sociation médicale franco-palestinienne).

Il est plus que jamais nécessaire de multiplier de telles initiatives, en popularisant la lutte et les objectifs du peuple palestinien, en dénonçant toutes les manœuvres telles que l'envoi de casques bleus, auquel le gouvernement de Giscard veut apporter sa contribution, et qui vise à donner une caution internationale à l'occupation sioniste du Sud-Liban. (Lire en page 12)

En grève pour les 2 400 F

Elles ne veulent pas attendre le résultat des négociations entre les directions syndicales et le patronat. Dans le Jura, les ouvrières d'une entreprise de vêtements pour hommes, Codolles, se sont mises en grève, dès mercredi, pour revendiquer ce que tout le monde a promis pendant la campagne électorale : le SMIC à 2 400 F.

Délivrées de l'illusion des élections, elles ont décidé de ne compter que sur leur lutte pour faire aboutir cette revendication, face à l'attentisme des Séguy, Maire, elles montrent la voie.

Clérieux : le procès des patrons de la poudrerie

Les patrons de la poudrerie où sont mortes six ouvrières tuées par une explosion, le 9 avril 1976, comparaissent à partir de mardi devant le tribunal. Ils auront à répondre des conditions de sécurité bafouées dans «la poudrerie de la peur» où aujourd'hui encore on continue à risquer sa vie. (Lire en page 5)

Syndicats : négociations tous azimuts

Pour les syndicats l'heure est à la négociation tout azimut.

A la CGT, Krasuki après Séguy, veut «négocier pour aboutir» a quoi au juste ? Le SMIC à 2 400 F pour 40 heures, un nouvel indice des prix, etc. Krasuki appelle à la négociation mais déjà les travailleurs engagent des luttes pour avoir tout de suite ce que les directions syndicales veulent négocier. La CGT axe plus ses revendications sur la quantité de travail et la qualité de la vie, la FEN dit priorité à la négociation et Bergeron pour FO se défend en disant qu'il ne serait pas le prochain ministre du travail... parce qu'on ne lui avait pas proposé de l'être. (Lire en page 5)

RFA : la fin de la paix sociale



200 000 métallos lock-outés.

Les patrons de la métallurgie ont décidé de lockouter 200 000 ouvriers du Bade Wurtemberg à la suite de grèves partielles déclenchées par 80 000 ouvriers de la région de Stuttgart. Lundi matin le mouvement s'étendait à une dizaine de nouvelles usines, en riposte au lock out.

L'échec des négociations est à l'origine de cette vague de lutte : les syndicats demandaient 8 % d'augmentation de salaire quand le patronat n'acceptait d'en accorder que 3,5 %

(Lire en page 9)

Réactions dans les capitales étrangères

● Tandis qu'à Moscou, l'agence TASS a annoncé lundi les résultats des élections en France, sans faire de commentaires, dans les capitales occidentales, notamment à Washington, Rome, Londres, Bonn, les premiers commentaires de la presse et de la radio, proches des milieux gouvernementaux, se félicitent des résultats, en soulignant l'échec de la gauche, et le «rééquilibrage» de la majorité au profit des giscardiens. Nombre des commentaires, exprimant un point de vue fortement répandu dans les bourgeoisies occidentales, souhaitent que l'échec de la gauche aboutisse à sa rupture, et permettre un rapprochement des socialistes avec les centristes, tandis que le «bon score» des giscardiens, par rapport au parti de Chirac dont on craignait souvent une poussée, est jugé comme un facteur favorable à l'«ouverture» aux socialistes.

Ainsi, le Washington Post qui écrit : «L'Union de la gauche a commencé de se désagréger presque immédiatement», note que «pour la première fois, M. Giscard d'Estaing disposera à l'Assemblée d'une force propre à peu près égale à celle des gaullistes», ce qui selon le quotidien américain, devrait permettre au Président français, d'avoir les coudées plus franches pour s'adresser à la gauche.

A Rome où l'Unità organe du PCI, écrit qu'il serait nuisible qu'à la place d'une recherche sereine (des causes de la victoire manquée de la gauche), on se laisse aller à des récriminations et des accusations. Il Popolo souhaitant de «nouvelles formes d'alliances» pour la France, a regretté que le PS se soit montré «incapable de créer les liens profonds et nécessaires avec l'aide inter-

médiaire et centriste qui demeure comme force de garantie et de stabilité, à la base de toutes les démocraties évoluées». A Londres, où les milieux d'affaires semblaient craindre un succès plus important de Chirac qu'ils identifient notamment à une politique plus «protectionniste», le Financial Times estime que «la mauvaise performance de la gauche doit amener les socialistes et les radicaux de gauche à une révision déchirante de leur alliance avec les communistes».

À Bonn, comme nous l'explique notre correspondante, bien qu'il n'y avait pas encore lundi de commentaires officiels, les sociaux-démocrates au pouvoir, qui n'avaient jamais beaucoup apprécié la politique d'Union de la gauche de Mitterrand, espèrent que les résultats aboutiront à consommer la rupture de la gauche.

R.F.A. :

LES MILIEUX PATRONAUX
CRAIGNENT
«UN NOUVEAU MAI 68»

La radio et la télévision allemandes ont accordé une place très importante aux élections françaises. Dès 19 h, dimanche soir, et toutes les heures, le point était fait. Les informations sur les résultats, étaient également données au fur et à mesure, dans la soirée, et des journalistes français étaient invités à donner leur point de vue.

Les commentaires de la radio et de la télé auront été les seuls, jusqu'à lundi soir, à être diffusés puisqu'il n'y avait toujours pas de journaux lundi matin, à cause du lock-out dans les entreprises d'imprimerie.

Dans les commentaires, deux points notamment à retenir. D'abord, une grande satisfaction de voir Giscard vainqueur. On considère que Giscard sort des élections avec plus de poids que Chirac, et que ceci est très important pour les relations franco-allemandes : la social-démocratie craignait une poussée de Chirac, à la différence, semble-t-il, des chrétiens-démocrates.

L'autre point, particulièrement important à noter, est la crainte exprimée dans la plupart des commentaires, d'un «troisième tour» en France. Les commentateurs allemands emploient d'ailleurs eux-mêmes l'expression. Ils craignent, disent-ils, une vive réaction de la part des syndicats qui vont peser plus qu'avant les élections, et ne vont pas se laisser faire. On parle volontiers ici, de la menace en France, d'un nouveau mai 68. Les journalistes estiment que, dans la mesure où la majorité, qui est sortie des urnes dimanche ne l'est que d'une courte longueur, tous les travailleurs qui étaient pleins d'espoir dans un changement, ne vont pas se satisfaire de la situation qui prévaut maintenant. On s'attend à des conflits dans les entreprises. Un journaliste parlait ce matin d'une «frustration» qui va mener à une «explosion».

Lundi, 11 h

(Correspondance)

La formation du nouveau gouvernement

L'ÉTROITE MARGE DE MANŒUVRE DE GISCARD

Giscard peut décider de garder Barre et son gouvernement afin de bien montrer que la politique suivie depuis plusieurs mois a été en quelque sorte plébiscitée par les législatives. Cette hypothèse se heurte à deux difficultés.

La première, c'est qu'indiscutablement cette décision apparaîtrait comme une provocation pour les travailleurs qui en ne votant pas à droite pour une bonne partie d'entre eux ont voulu marquer leur rejet de l'austérité.

Deuxièmement, et c'est aussi important, pour Giscard, ce serait interprété comme une manière de bloquer la porte de l'ouverture avant même de l'avoir entrebâillée. Ce ne serait certainement pas le meilleur moyen de poursuivre l'écartèlement de l'Union de la gauche dont nous avons pu apercevoir le progrès dimanche soir à la télévision. Mais Giscard a toute une palette d'autres possibilités qui lui évite de bouleverser profondément l'équilibre du nouveau gouvernement par rapport à l'ancien.

GARDER BARRE SANS LES SIENS ?

Il a par exemple la possibilité de maintenir Barre en place mais de changer tout ou partie des portefeuilles. Cette décision aurait un double avantage pour le président de la République : elle serait

● Mardi en fin de matinée, Barre était reçu chez Giscard. A l'ordre du jour, le bilan des élections bien sûr, mais aussi l'avenir.

Normalement, Barre devra présenter la démission de son gouvernement si Giscard le lui demande. A ce moment-là, ce dernier lui fera très probablement part de ses intentions en ce qui concerne la formation du nouveau gouvernement. Sur ce point, la Constitution indique en son article 8 que c'est le Président qui nomme le Premier Ministre. Dans ce cadre, plusieurs hypothèses sont avancées actuellement.

un moyen de marquer que la politique de Barre malgré ses aspects contraignants a été acceptée «par le pays» comme ils disent mais que Giscard comme l'y pousse son projet politique n'a pas été insensible «à la volonté de changement» qui s'est exprimée. Cette solution aurait les avantages de la précédente (maintien de Barre) sans en avoir tous les inconvénients. Toutefois il se pose à Giscard un problème de personnes. Qui choisir ? Les Lecanuet et autre Fourcade qui sont avec JJSS et Soisson les vedettes de l'UDF, ne font guère figure d'hommes nouveaux, et crisperaient aussitôt le RPR. Miser sur de tels hommes risquerait fort de faire capoter l'opération. Toutefois, cette solution qui pourrait être transitoire en marquant la volonté de continuité tout en affirmant celle de «l'ouverture» laisserait à certains socialistes et radicaux de gauche le temps de mûrir leur décision de rompre définitivement avec le Programme commun et de

rallier la majorité. Toutefois doit se demander Giscard avec insistance, le problème est de savoir ce qui dans l'aspect continuité ou l'aspect changement de sa nouvelle politique apparaîtra comme le principal dans l'opinion.

Il est probable que ce serait l'aspect «continuité». Aussi Giscard sera peut-être tenté de choisir une autre solution : celle qui consiste à nommer un nouveau Premier ministre.

QUI FERA PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS ?

On se doute que les rumeurs vont bon train dans les milieux politiques sur l'heureux élu qui, toujours selon l'article 8, devra proposer au Président pour qu'il les nomme, les ministres qu'il compte intégrer dans son gouvernement. Là encore, Giscard dispose d'une gamme étendue de possibilités : celles-ci vont de Chaban-Delmas, Simone Veil qui a la réputation d'être moins impopulaire que ses collègues à un «socialiste»

indépendant difficile à découvrir.

Cette toute dernière solution aurait évidemment l'avantage pour Giscard de frapper l'opinion à un moment où elle l'est déjà suite à la défaite électorale de la gauche. Le problème pour Giscard à ce moment là sera de savoir si, dans l'immédiat, il a suffisamment de personnalités à faire entrer dans le gouvernement pour que celui-ci soit un temps crédible et ne sente pas trop la naphthaline dès les toutes premières heures. Ceci risque bien d'être avec l'opposition du RPR à l'élargissement de la majorité la difficulté principale à laquelle se heurtera Giscard.

Coincé entre la mort encore trop fraîche du Programme commun, la volonté de changement des travailleurs et l'opposition du parti chiraquien à toute accentuation du rééquilibrage de la majorité déjà sanctionnée par les urnes, la marge de manœuvre du Président de la République n'est pas beaucoup plus large qu'il y a quelques semaines. Le «renouvellement» pourrait bien se limiter à hésiter entre un giscardien de tendance RPR ou un chiraquien de tendance «républicaine».

Le mode d'emploi pour distinguer la différence entre les deux, se trouve dans Démocratie Française.

François MARCHADIER

Plus de 40 députés avec moins de 1 000 voix d'avance

LES COUPS DE POUCE AU RÉSULTAT...

Dans de nombreuses circonscriptions, le résultat final a été extrêmement serré, au point que des réclamations ont été déposées. C'est le cas de la première circonscription de Meurthe et Moselle, où Servan Schreiber est élu avec seulement 22 voix d'avance sur son rival socialiste. Le record est cependant détenu par le RPR Castagnou, élu dans la 3^e de l'Indre et Loire avec... 16 voix d'avance. Plus de 40 députés ont été élus avec moins de 1 000 voix d'avance sur leurs adversaires. L'explication de trucage, lancée parfois par l'opposition, vaut peut-être dans certains cas ; de la même manière, dans ces cas-ci, les procurations faites au nom de Français résidant à l'étranger, ont pu jouer un rôle déterminant sur le scrutin. Le scandale né à la fin de l'année à ce sujet ne

peut-être considéré comme clos, il est trop révélateur de certaines «magouilles» courantes dans le cadre d'élections «démocrati-

ques» bourgeoises.

Pourtant, la gauche n'insiste pas sur ces faibles écarts de voix. La raison en est simple : celle-ci en a

profité autant que la droite. Plus de 15 députés de gauche ont été élus avec moins de 1 000 voix d'avance. Et puis les petits coups de pouce au résultat final ne semblent pas être l'apanage de la seule droite. C'est ainsi que le CDS de Val-de-Marne révélait entre les deux tours quelques «anomalies» dans la circonscription de Marchais : «Au 2^e bureau de vote de Villejuif, à l'issue de scrutin, il y avait 893 enveloppes dans l'urne et 873 émargements sur le livre au 1^{er} bureau, à certaines tables, le mode de dépouillement n'était pas conforme au règlement affiché dans le bureau» etc.

Ainsi donc, et même si maintenant tout le monde va faire «comme si», certains de nos députés se trouvent pourvus d'une bien curieuse légitimité du suffrage universel.

Frèche, candidat battu à Montpellier

«Les résultats du premier bureau de Montpellier-pyggone sont concluants quant à la fraude que nous dénonçons depuis décembre. A ce bureau, il y a 862 procurations, dont l'écrasante totalité vient d'Abidjan. Si nous rapprochons les 618 voix d'écart du total final et les 862 procurations, j'en déduis que je reste l'élu moral des Montpelliérains et des habitants de la circonscription. Il est regrettable que les procurations de Côte-d'Ivoire aient conduit à élire ce que j'appellerai clairement un député d'Abidjan. Depuis décembre, j'ai porté plainte au pénal sur cette affaire. Je note que pour l'instant rien n'est apparu, bien que les éléments de la fraude soient déjà largement établis dans le cadre de l'enquête en cours. En conséquence je ferai appel de cette décision au Conseil constitutionnel. Il reste que la loi électorale des Français de l'étranger est une loi scélérates».

Lendemain électoraux sans surprises

● ATTENTE ET PREPARATIFS
A DROITE● REGLEMENT DE COMPTE
A GAUCHE

La bourse remonte. La droite jubile en attendant le discours de Giscard de mercredi soir. La gauche, qui nous avait raconté qu'elle était réconciliée lundi dernier, s'entredéchire à belles dents. La digestion du résultat, les réaménagements au sein des différentes coalitions, les transferts immédiats ou à venir d'une coalition à l'autre, les lendemains des élections bourgeoises se ressemblent toujours un peu.

A droite, le petit jeu de deviner le nom du successeur de Barre tient le devant de la scène. Giscard devait recevoir son premier ministre mardi à 11 heures et l'hypothèse la plus probable retenue était qu'il le confirmerait dans ses fonctions. Mais d'ores et déjà les querelles de la droite, assoupies le temps des 1^{er} et 2^e tours, devraient réapparaître avec vigueur. Soisson le vent en poupe s'acharne à structurer l'UDF, dont le conseil national a décidé de constituer un groupe parlementaire commun à l'assemblée nationale. Chirac de son côté après avoir contesté vigoureusement les chiffres respectifs de l'UDF et du RPR par le ministre de l'intérieur, a fait adopter par le conseil politique du RPR, la suspension des responsabilités au sein du rassemblement de tout participant au gouvernement. Jusqu'à présent les membres du RPR membres du gouvernement avaient conservé leur responsabilité au sein du RPR. On le voit à l'UDF, comme au RPR on se prépare à coexister dans le gouvernement, avec le maximum d'armes contre son partenaire.

Mais c'est à gauche que les révisions sont les plus déchirantes. La stratégie d'Union de la gauche, que Marchais, Mitterrand ont présentée pendant des années aux travailleurs, comme la seule issue politique à leurs difficultés, cette stratégie là après avoir fait faillite dimanche soir, fait une nouvelle fois faillite !

Les radicaux de gauche devaient mardi se prononcer sur la déclaration de dimanche soir de Robert Fabre : «Je me considère comme délié des engagements pris en 1972». Les uns sont favorables à carrément sauter le pas et à apporter un soutien conditionnel à la majorité de droite, comme Diaz et Genesseeux. Les autres sont favorables à la poursuite de l'alliance avec le PS, et pour l'instant le maintien de l'Union de la gauche, comme Crépeau et Lande. Une synthèse

difficile à réaliser pour Fabre. Mais inévitablement la structure d'accueil que pensait constituer le MRG en cas de victoire de la gauche, ne peut servir à cela aujourd'hui. Et l'appel à l'ouverture de Giscard, risque fort de séduire une partie du MRG. Le Congrès d'avril de cette formation devrait trancher ce problème.

Quant au parti socialiste qui a réuni lundi son bureau exécutif, il a adopté une résolution, conforme à la déclaration de Mitterrand dimanche soir, où il accuse le PCF : «Cette discussion a délibérément été provoquée par la direction du parti communiste, qui n'a eu d'autre souci que de tenter de réduire la progression du parti socialiste alors même que celle-ci cons-

les poser ensuite au PC». Proposition évidemment rejetée par la majorité qui a fait passer son communiqué, et a décidé de convoquer le 29 avril une convention nationale qui tirera le bilan des élections.

Le PCF pour sa part, tout en restant extrêmement prudent, et en se donnant le temps d'examiner les réactions de sa base, rejette catégoriquement les accusations du PS, et les lui retourne. Ce n'est que les 26 et 27 avril que sera convoqué le comité central, le temps que le bureau politique trouve une explication suffisamment cohérente à la défaite de dimanche, pour rassurer les militants qui s'interrogent, à juste titre, devant l'échec de la stratégie Marchais. Sans dou-

UDF-RPR :
on se dispute
les députés

Combien exactement de députés RPR et UDF ? Impossible de savoir. Les chiffres de Bonnet ministre de l'Intérieur sont très contestés par le chef du RPR lui-même qui a jugé nécessaire de faire la mise au point suivante : «J'ai observé qu'un certain nombre de députés qui seront inscrits au groupe RPR figuraient dans l'UDF. J'ai observé aussi que des députés qui ont clairement affirmé (je pense notamment à ceux du Centre National des Indépendants) leur indépendance à l'égard des groupes envisagés, avaient été fusionnés avec l'UDF, alors nous verrons bien ce qui se passe. Je me permets de vous conseiller, avant de tirer des conclusions qui pourraient être contredites par les faits, d'attendre, c'est très prochain, la constitution des groupes. On verra à ce moment-là qui s'inscrit, où, et combien cela fait. Le ministre de l'Intérieur, à cet égard, pourrait avoir quelques mauvaises surprises, si toutefois son intention n'était pas simplement de créer dans l'immédiat, une impression générale dont il reste forcément toujours quelque chose».

tituait l'un des conditions de la victoire commune. En multipliant ses attaques contre les socialistes, Georges Marchais a rendu service à la droite et renvoyé à plus tard l'heure du changement. Il appartenait aux travailleurs de tirer la leçon de ce comportement». Sur cette résolution, le bureau exécutif s'est divisé puisque la majorité du CERES a refusé de la voter, refusant de mettre en cause Marchais, et réclamant la convocation d'un congrès extraordinaire rapidement, puisque disait Cheyènement : «Le Congrès de Nantes est aujourd'hui conclu. Il n'est pas question de remettre en cause l'Union de la gauche. Au contraire, il faut préparer une nouvelle étape. Elle implique un nouveau Programme commun. Les vrais problèmes de l'Union, le PS doit se les poser pour pouvoir

te ce délai est nécessaire aussi pour atténuer les dissensions qui ont dû surgir au sein de la direction du PCF devant cet échec. Toutes les opérations de maquillage n'y changeront rien aux yeux de la plupart des observateurs : le PCF recule en pourcentage, la stratégie Marchais a éloigné durablement la possibilité du PC d'accéder au gouvernement. C'est pourquoi l'Humanité de mardi est encore aussi gênée que celle de lundi. Sous le titre : «La moitié des électeurs pour un changement réel avec des ministres communistes», on lit : «Le PCF a tout fait pour gagner. L'avenir est à l'action quotidienne à la base, à l'union et au développement des idées du XXII^e Congrès». Voilà des perspectives réjouissantes pour l'avenir ! et qui doivent avoir quelques dif-



▲ La Bourse remonte après ses inquiétudes de ces derniers temps. La droite jubile. Mais à l'Assemblée nationale, toutes les combinaisons sont possibles sauf une : celle d'une majorité cohérente.

ficultés à convaincre les travailleurs qui ont cru à la stratégie d'Union de la gauche !

Le communiqué du BP publié le même jour est aussi insipide : «Le PCF ne porte aucune responsabilité dans cette situation (...) Ce travail d'actualisation (du Programme commun) aurait pu être activé avec sérieux en septembre dernier. Cela n'a malheureusement pas été possible (...) Nous n'avons pas été entendus par nos partenaires dont tout montre qu'ils avaient cru leur parti suffisamment fort et leur propre victoire suffisamment assurée pour se considérer comme déliés de leurs engagements d'un programme dont le contenu transformateur ne correspondait plus à leurs visées politiques, et pour aller aux élections en gardant les mains libres. Ils conviendra naturellement de tirer tous les enseignements de la bataille politique qui vient de se livrer. C'est ce que feront les comités de sections, les comités fédéraux, puis le comité central, que le BP a décidé de convoquer les 26 et 27 avril». Il se termine par l'inévitable appel à rejoindre le PCF. Dans le même journal, Andrieu répond vertement au parti socialiste rappelant le passé de Mitterrand, ses déclarations dans l'Internationale socialiste.

Non, décidément la stratégie d'Union de la gauche, et nous avons depuis toujours montré aux travailleurs l'impasse qu'elle constituait, a bien du mal à surmonter sa défaite. L'horizon politique des 2 partis de gauche paraît bien bouché aujourd'hui !

LA LCR VEUT
RESSOUDER
LA GAUCHE

Depuis le 1^{er} tour de scrutin, la LCR avait passé sous la table sa «défiance» envers les partis du défunt Programme commun. Ce n'étaient plus qu'appels enflammés à l'unité pour battre la droite. Rouge de samedi publiait deux pages complètes de comptes-rendus de meetings communs.

Et maintenant que les partis bourgeois de droite sont reconduits au pouvoir, cette organisation se trouve sans grandes perspectives. Il est vrai que la LCR, depuis bien longtemps, présente la venue de la gauche au pouvoir comme la seule solution permettant de débloquer la situation. Soit-disant parce que la venue au pouvoir de ces partis permettrait de démasquer leur nature réformiste.

En fait, il apparaissait de plus en plus nettement qu'il s'agissait surtout pour la LCR, de se présenter comme interlocuteur valable —et responsable— des partis de gauche. N'a-t-on pas vu, entendu Krivine se plaindre auprès du PCF, de ce que celui-ci se soit désisté au premier tour pour des candidats PSU

ou gaullistes de gauche, mais que la LCR ait été oubliée dans cette distribution de bienfaits ? Il n'importe, la Ligue peut être satisfaite, on a vu dans de nombreux meetings de la gauche entre les deux tours des militants trotskystes invités à dire qu'ils se désistaient. Les partis de gauche leur devaient bien cela : les militants de la LCR n'ont-ils pas été les plus zélés à faire entre les 2 tours la propagande pour le PC ou le PS ?

Maintenant que la gauche est battue, quel bilan cette organisation tire-t-elle ? Que le PCF et le PS n'ont pas été assez unis ! Pour la LCR, «l'adoption du principe de désistement automatique (aurait créé) des conditions beaucoup plus saines pour que se poursuive dans l'unité conservée la discussion sur le programme».

La Ligue trotskyste se vante «d'avoir défendu inlassablement l'unité des travailleurs et de leurs organisations comme la condition même de la conduite démocratique de ce débat» (sur le Programme commun). A la remorque des partis de gauche, mais aussi à la traîne de l'histoire : dès le lendemain du soir du deuxième tour, il devenait clair à entendre les déclarations des leaders de gauche que le Programme commun avait vécu. Nul doute que les travailleurs vont demander des comptes à ceux qui ont freiné leurs luttes pour dans la perspective d'une victoire électorale. Les trotskystes pour leur part, réclament du PCF et du PS qu'ils poursuivent la discussion. «Demain comme hier, titre Rouge, débat et unité ne sont pas incompatibles». Il y a encore des gens qui croient aux vertus du Programme commun.

Demande de contact
avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.

75 924 Paris Cedex 19

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Composition de l'assemblée

Toutes les combinaisons sont possibles, SAUF UNE : CELLE D'UNE MAJORITÉ COHÉRENTE



Qui seront donc les 491 députés qui se retrouveront le 3 avril, pour l'ouverture de la session de printemps de l'Assemblée Nationale ? Depuis dimanche soir 20 heures, on connaît à peu près leur répartition politique, pour autant qu'on s'en tienne aux grands sigles : 86 PCF, 104 PS, 10 radicaux de gauche, 153 RPR, 137 UDF, et 1 apparenté PS (le député de la Martinique, Cesaire). Ces chiffres diffèrent légèrement de ceux publiés dans l'édition de mardi du *Quotidien du Peuple* pour la simple raison que rien n'est réglé quant à l'appartenance parlementaire de certains

élus. Le RPR revendique ainsi certains «divers majorité» que l'UDF entend elle aussi s'annexer.

Au-delà des chiffres, l'important est bien de savoir quels seront réellement les rapports de force au sein du parlement. Pour cela, il faut aussi apprécier les rapports de force au sein de chaque groupe, et les tendances qui s'y expriment.

En ce qui concerne la droite, si le RPR peut dans une certaine mesure se targuer de la cohésion de ses 153 députés il n'en est pas de même de l'UDF. Le Frontant-RPR de Giscard, à l'Assemblée, se compose de 69 députés du PR de

Soisson, 35 CDS de Le-canuet, 16 «majorité présidentielle» (dont un nombre appréciable de ministres encore en titre), 7 CNIP de Bertrand Motte, 9 radicaux de JJ SS et un député du mouvement de Lejeune, le MDSF. Il y a là bien des sensibilités différentes, qu'il sera difficile de faire marcher au même pas. La gauche fait preuve, en apparence tout du moins, et aujourd'hui, de plus de cohésion elle aussi.

Encore faut-il bien voir que les radicaux — ils sont 10 — sont de moins en moins «de gauche» et qu'à Chevènement et Forni sont venus s'ajouter Pierret et Guidoni pour représenter le CERES à l'Assemblée.

Cette mosaïque de «sous-groupes» prend une importance inconnue auparavant dans le cadre du présent parlement. Comment ces différentes tendances réagiront-elles devant les tentatives giscardiennes de rallier progressivement une fraction de la gauche ? Comment les groupes de droite réagiront-ils devant la résistance du RPR à cette ouverture ? De fait, on peut aujourd'hui envisager, comme aux plus beaux temps de la quatrième République, toutes les combinaisons possibles. Rien ne garantit maintenant que l'échéance



électorale est passée, la cohésion interne des socialistes devant des propositions de «réformes» giscardiennes, comme rien ne garantit que l'UDF dans son ensemble suivra ces réformes. Rien ne peut exclure le fait de voir des socialistes voter des lois giscardiennes auxquelles s'opposeraient des indépendants paysans par exemple.

Une remarque pour terminer : les 137 UDF ajoutés aux 200 socialistes non CERES, et aux 10 MRG ne donnent qu'une majorité de 247 voix, une de plus que la majorité absolue. C'est trop juste pour gouverner en tout état de cause : le RPR est vraiment nécessaire encore un temps à Giscard.

	1958	1962	1967	1968	1973	1978
PCF	10	41	73	33	73	86
PS + MRG (en 73 et 78)	76	91	118	57	102	114
Divers gauche		13	5	2	2	1
Centristes	165	54	27	30	64	42
UNR-RPR	194	264	244	300	183	153
RI-PR				58	55	69
Divers droite	20	19	20	5	13	10

Le PCF s'il perd des voix, remporte le plus grand nombre de députés depuis 20 ans. Depuis 1962, le groupe centriste, qu'il soit dans l'opposition ou dans la majorité, reste en gros stationnaire.
Le RPR réunit en 78 moins de députés qu'il ne l'a jamais fait.
* : auparavant FGDS



Nouvelles municipalités de gauche

Les votes de mars 77 infirmés dans 2 cas sur 3

Les pronostics favorables à la gauche, et ils étaient nombreux, se fondaient principalement sur le résultat des dernières élections municipales, en mars 77. Il y a un an, la gauche avait en effet rafié un nombre important de municipalités jusqu'alors détenues par la droite. Sur la base de l'Union de la gauche, de nouvelles équipes municipales s'étaient alors mises en place, généralement dirigés par de jeunes technocrates, soit du PCF, soit du PS.

Qu'en a-t-il été de la poussée de la gauche dans ces villes lors du scrutin de dimanche dernier ?

Les villes les plus importantes gagnées par le PCF étaient Montluçon, Châlons-sur-Marne, Reims, Tarbes, Béziers, Bourges, Le Mans, Saint Etienne et Evreux. Si l'on fait exception de Béziers, où le député sortant était déjà un PCF, Balmigère, les résultats sont les suivants : le PCF l'emporte nettement à Montluçon, avec plus de 6 000 voix d'avance. Il l'emporte également au Mans, et là, fait rare, il semble que les reports de voix à gauche se soient correctement effectués. Dans la circonscription de Châlons-sur-Marne, le RPR distance le candidat de gauche de plus de 7 000 voix. A Reims, 7 000 voix d'avance également pour le candidat RPR, opposé au maire PCF Lamblin. A

Tarbes, c'est le candidat du PS qui avait gagné les «primaires» du 12 mars, et qui doit sa victoire aux bons reports. A Bourges, le maire PCF est battu de 2 000 voix. A Saint Etienne, si Sanguedolce ne se présentait pas, son représentant PCF n'en subirait pas moins une défaite sensible face à Durafour, l'ancien maire. Enfin, à Evreux, le PCF est distancé de 8 000 voix.

Au total, sur 9 villes importantes conquises par le PCF en mars 77, 3 ont confirmé leurs votes, 1 est resté à gauche (au PS), et dans 5 villes, la majorité des suffrages s'est portée sur la droite. Le phénomène est moins sensible en ce qui concerne le Parti socialiste : parmi les villes qu'il avait conquises en 77,

le PS l'emporte à Chartres, Angoulême, Chambéry, Poitiers. Par contre, il manque 1 000 voix au nouveau maire PS de Brest pour devenir député, 7 000 aux socialistes d'Angers, 2 000 à Epinal, 600 à Montpellier, 7 000 à Rennes et 1 000 à Dreux. Le cas de Nantes est un peu particulier, puisque sur les deux circonscriptions englobant la ville de Nantes, le PS (le maire Chenard) en emporte une, le RPR gardant l'autre. Sur 10 villes gagnées l'an dernier, le PS l'emporte dans 4, et donc perd dans 6.

Plusieurs éléments entrent en compte dans l'incontestable recul de la gauche dans ces grandes villes : il y a d'abord les mêmes phénomènes qu'au niveau national : le rôle des abstentionnistes, et surtout le mauvais report de voix. Ces reports de voix ne coïncident pourtant pas exactement avec les évaluations nationales, dans la mesure où la pratique communale locale de la gauche a joué un rôle.

Ainsi on constate qu'au Mans les reports se sont mieux faits qu'à Angers, où à Reims et Saint Etienne. Il faut dire que certaines municipalités de gauche avaient tenté de rester en dehors des querelles nationales, tandis que d'autres les avaient précédées.

L'argument aujourd'hui employé par la gauche pour justifier son échec, à savoir que les circonscriptions englobent également des zones rurales, vaut peu : ni le PS, ni le PCF ne s'étaient gênés pour dire il y a un an que leurs victoires correspondaient à une poussée d'ensemble dans le pays. De toute les façons, l'examen des résultats ville par ville permettra de vérifier les limites de cette poussée de la gauche.

L'expérience de la gestion de gauche, tant de fois mise en avant l'an dernier pour justifier les espoirs dans les législatives, ne semble pas avoir été probante...



LE DÉCOMPTÉ DES VOIX DANS LES 423 CIRCONSCRIPTIONS DU 2^e TOUR (SELON LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR)

Inscrits	30 956 076	
Votants	26 206 710	(84,6 %)
Exprimés	25 475 802	(82,2 %)
Abstentions	4 749 366	(15,3 %)
Partis se réclamant du Prog. commun :		
Total	12 553 262	(49,29 %)
PC	4 744 868	(18,62 %)
PS	7 212 916	(28,31 %)
MRG	595 478	(2,36 %)
Majorité :		
Total	12 559 359	(50,49 %)
RPR	6 651 756	(26,11 %)
UDF apparentés	5 907 603	(23,18 %)
Candidats se réclamant du soutien de l'action du Président de la République	305 763	(1,20 %)
Divers	57 418	(0,22 %)

A la General Motors (Strasbourg)

11 OUVRIERS REINTEGRES LE GALA AVEC ROTH FRERES ACTIVEMENT PREPARE

● Où en est-on à la Général Motors à Strasbourg ? Plus d'une semaine après la fin de la grève et alors que rien n'est réglé, on sait que la direction du trust a envoyé il y a quelques jours à une quarantaine d'ouvriers une lettre leur signifiant leur licenciement, suite au mouvement.

La direction de la General Motors a alors fait savoir qu'un certain nombre de travailleurs et militants syndicaux pourraient finalement réintégrer l'usine : il s'agit de huit ouvriers et de trois délégués CFDT. Il reste donc 41 ouvriers (36 + 5 délégués) qui sont menacés de renvoi. La manœuvre vise bien entendu à mieux faire passer les licenciements restants. En outre, cette décision ne coûte pas grand-chose à la direction du trust, quand on sait que 2 des 3 délégués «réintégrés» devaient bientôt prendre leur retraite. La section syndicale et les travailleurs combattifs sont toujours sous la menace !

Mais les «licenciés» ne l'entendent pas de cette oreille et ils ont continué ces dernières 48 heures leur travail de popularisation, aussi bien en direction de leurs camarades de l'usine qu'en direction des travailleurs de Strasbourg.

Et ils ne sont pas seuls : après les 1 300 F récoltés dans différentes entreprises de la région (notamment chez Kléber), c'est environ 2 300 F cette fois qu'ils viennent de collecter

auprès de leurs camarades de travail de la General Motors. Des travailleurs de l'usine envisageraient d'organiser des débrayages de soutien. Les «licenciés», pour coordonner leur travail et afin que personne ne se perde de vue, se réunissent deux fois chaque semaine en assemblée générale pour faire le point et discuter des initiatives à prendre. Jeudi dernier, des travailleurs de la General Motors sont venus leur apporter leur soutien.

Les travailleurs licenciés

Parrallèlement, elle a depuis entamé une procédure de licenciement contre la quasi-totalité des délégués de la section syndicale CFDT, en contactant l'inspecteur du travail.

Celui-ci vient de refuser en bloc ces derniers licenciements, l'affaire étant par trop grossière.

préparent en outre un grand gala de solidarité à Strasbourg pour le 31 mars. Ils viennent de contacter, en vue de leur participation à cette initiative, les travailleurs de l'entreprise Roth Frères : on sait que 40 d'entre eux environ, suite à la grève dure déclenchée il y a plusieurs mois, avaient été licenciés. La direction Roth avait officiellement pris ces mesures en mettant en avant les «retards» au retour des vacances de certains travailleurs turcs.

Le gala doit être, aux yeux des «licenciés» de la General Motors, le premier pas d'une offensive commune contre la répression, orchestrée par une bourgeoisie soucieuse depuis plus d'un an de briser net le renouveau des luttes en Alsace.

Seront aussi associées à ce gala les ouvrières, au nombre de 48, de l'entreprise de confiserie Robin à Strasbourg, actuellement en lutte avec occupation depuis vendredi dernier, contre le dépôt de bilan.



A Blois, les jeunes chômeurs poursuivent leur action

Malgré le formidable matraquage organisé pour le second tour, le Comité «Jeunesse en lutte» de Blois a poursuivi son action. Nous avons discuté avec des jeunes du lycée et commencé à débattre ensemble de ce qui pouvait se faire concrètement sur le lycée face au chômage. Il semble qu'il faut se mobiliser dans deux directions : faire un travail large d'information auprès des lycéens, sur la réalité du chômage à Blois et ce qui les attend à la

sortie de l'école, en organisant des rencontres où les jeunes chômeurs pourront ainsi témoigner des illusions qu'ils ont pu avoir et ce qu'ils ont constaté par eux-mêmes. Commencer à entreprendre des actions montrant qu'il est possible de se battre contre le chômage : imposer que des jeunes chômeurs mangent à la cantine, avec l'appui des lycéens est une idée qui a recueilli l'enthousiasme de tous. Ainsi, en une semaine, l'idée que les

lycéens ne doivent pas attendre d'être chômeurs pour lutter, se trouve pleinement confirmée.

Samedi, nous intervenions à la sortie du lycée où un certain nombre de lycéens ont pris conscience de la validité de nos propositions et ont insisté sur la nécessité de briser l'isolement entre classique et technique. Lors de cette intervention, nous avons eu le «plaisir» d'entendre l'avertissement qu'un responsable de la CGT, membre du PCF, à Blois a adressé à un camarade : «Aujourd'hui, je discute calmement mais ça ne sera pas toujours comme ça». L'après-midi, nous avons manifesté avec une banderole qui disait : «Après la réélection de Sudreau (réactionnaire sans étiquette, maire de Blois) Sudreau te revoilà, nous voulons loisirs, cantine gratuite pour les jeunes chômeurs. A l'action contre le chômage». L'intervention nous a permis de prendre contact avec des jeunes très dynamiques,

apprentis ou collégiens qui ont réclamé que l'on fasse très rapidement une réunion du Comité avec eux, pour organiser la lutte afin d'obtenir la cantine et des loisirs gratuits.

Pour ces apprentis, il était clair que la lutte contre le chômage concerne directement les jeunes en apprentissage celui-ci étant une forme déguisée du chômage.

Avec eux, a germé l'idée une fois le comité développé, d'un boycott du cinéma pour obtenir le cinéma gratuit pour les jeunes chômeurs. Mais il est apparu également nécessaire de préparer un certain nombre d'actions importantes à Blois, pour élargir notre audience et montrer notre détermination. Un échange d'expérience fructueux a pu avoir lieu également avec un jeune descendu à Blois et qui avait participé à la mobilisation des stagiaires, jeudi à Paris.

Comité
«Jeunesse en lutte»
de Blois

Embarras du côté des directions syndicales

Après l'annonce des résultats du deuxième tour, Georges Séguy d'une part et la Commission Exécutive de la CFDT, d'autre part, n'ont pour l'instant pas dit grand-chose.

Les deux directions syndicales accusent le coup et attendent la réunion de leurs organismes dirigeants pour définir une position plus précise.

Georges Séguy proposait immédiatement une rencontre avec le futur gouvernement, le patronat et les syndicats «pour rechercher les solutions les meilleures aux problèmes sociaux les plus urgents : salaires, emploi, retraites, conditions de travail, droits syndicaux. (...) C'est en fonction de la réponse du gouvernement et du CNPF à ces propositions que nous déterminerons notre attitude pour la suite lors de la prochaine session de notre Comité Confédéral National les 30 et 31 mars.»

Les travailleurs ont pu être surpris par cette déclaration de Séguy, réclamant des négociations, à peine la défaite de la gauche connue. Alors que les plus combatifs voient déjà la nécessité d'engager sans tarder la lutte contre le prochain plan d'austérité, voilà qu'on nous reparle de négociations !

Mais c'est surtout pour se démarquer le plus possible du PCF, derrière lequel Séguy n'a pas hésité à aligner la CGT d'une façon particulièrement voyante, qu'il affiche cette position. Dans les faits, on voit mal comment la direction CGT pourrait d'emblée s'opposer aux luttes qui ne manqueront pas de se déclencher prochainement.

Quant à la direction CFDT, elle précise ses positions ce soir mardi 21 mars, au cours d'une réunion de son Bureau National.

Dans les deux syndicats, les questions ne manquent pas sur ce qui a pu conduire à l'échec, non seulement de la gauche, mais des tactiques syndicales largement à la remorque du Programme commun. Depuis des années que les directions confédérales proposent comme perspective la victoire électorale de la gauche, et pour cela freinent et étouffent les luttes, elles devront aujourd'hui en rendre compte devant les syndiqués et les travailleurs. Les mois qui viennent sont porteurs de cette bataille, pour que s'affirme la voie de la lutte.

Impôts : grève des auxiliaires

Les syndicats CFDT, CGT, FO et SNUI (autonomes) de la direction nationale des impôts appellent les auxiliaires à une grève de 24 heures le 22 mars. C'est pour refuser le licenciement de 14 auxiliaires que ce mouvement est déclenché : pour le maintien de tous les non-titulaires et la création d'emplois nécessaires au bon fonctionnement du service public fiscal.

Cette grève fait suite à l'occupation par 400 agents des Hauts-de-Seine des locaux de leur direction, le 15 mars. Il reste jusqu'au 31 mars, fin du contrat provisoire, pour qu'aboutisse la lutte contre le renvoi des auxiliaires.

Clérieux, près de Valence le procès des patrons s'ouvre mardi : le procès de la poudrière

Elles s'appelaient Marie-Thérèse Dodet, quatre enfants ; Bernadette Deroux, deux enfants ; Gisèle Lachenard ; Claudine Scolan, trois enfants ; Andrée Aymard ; Antoinette Kapoian, deux enfants, elles travaillaient dans la poudrière de Clérieux qui le 9 avril 1976 les tuaient au cours de l'explosion de leur atelier. Aujourd'hui sur le ban des accusés, les patrons : Rumiller, 78 ans, le PDG ; Delaube, le directeur technique ; Humbert, l'ingénieur, chef de fabrication ; Roblin, ingénieur, président de la section hygiène sécurité. Un absent sur ce ban c'est Philippe Burnel, vice-président du CNPF qui est le patron des cartoucheries Gevelot à qui il avait racheté l'usine avant l'explosion. La restructuration qui s'en est suivie les conditions de travail aggravées, la surpopulation des ateliers allaient être directement la cause de la mort des six ouvrières. Mais il y a peu de chances pour que ce soit cette course au profit qui soit jugée à Valence. En attendant l'usine continue à fonctionner pratiquement dans les mêmes conditions d'insécurité, la vie des ouvriers contraints de travailler dans l'usine de la peur est toujours menacée.

Des intérimaires pour briser la grève de Pepetiot

C'est avec l'appui de Chaban-Delmas que la direction de l'entreprise bordelaise Pepetiot (entreprise de travaux publics) prétend briser la grève des 200 ouvriers en embauchant des ouvriers intérimaires. Les grévistes se battent pour un salaire minimum à 2 100 F pour les OS 2 et à 2 800 pour les ouvriers hautement qualifiés.

Pour briser la revendication, les travaux sont détournés vers d'autres entreprises du même groupe. Pour contrer cette tentative, la solidarité ouvrière s'organise à Bordeaux.

Le collectif de l'UOPDP d'Orléans à visité l'hospice

Le sort scandaleux des vieux travailleurs

Samedi dernier, lors des visites de l'hospice organisées par les travailleurs en grève de l'hôpital d'Orléans nous sommes allés rendre visite à ces personnes âgées et nous avons pu nous rendre compte dans quel état lamentable les dirigeants actuels ont le cynisme de laisser mourir quelques 700 vieux. L'état de misère qui règne dans ces locaux : plafonds en ruine, sanitaires délabrés, murs recouverts de crasse, sont indignes de notre civilisation. Quand je pense que certains ont le culot de dire que nous sommes dans un pays avancé !

Mais bien sûr, dans cet hospice on ne trouve pas de riches — on ne trouve que des travailleurs — une femme nous disait : « J'ai travaillé 14 ans jusqu'à 74 ans pour finir mes jours dans cet état. Voilà donc le sort que l'on nous réserve après avoir travaillé toute notre vie pour le profit de quelques uns ». Oui, cette situation est un véritable scandale. Elle doit être connue de toute la population et l'initiative prise par les travailleurs en grève de leurs sections syndicales du C.F.R.O a le mérite d'être juste et courageuse. Elle a le mérite de briser le mur du silence qu'entretient le conseil d'administration et la direction du CHRO. Cette initiative va permettre à tous les travailleurs de comprendre comment le pouvoir traite et exploite encore nos vieux. Savez-vous par exemple ce qu'on leur donne à manger tous les jours : boulette de viande et purée, oui tous

les jours. Savez-vous que l'on trouve parfois des rats à la cuisine ? Savez-vous que l'on fait travailler les plus valides appelés les «utilisés» pour leur faire porter de grosses gamelles de nourriture jusqu'au 2^e étage, sans ascenseurs et que parfois il arrive des accidents et que la direction de l'hôpital ferme les yeux... Savez-vous aussi qu'on leur fait récupérer le plus gros matériel et tout ceci pour 90 F par mois. Savez-vous que certaines «sœurs» récupèrent l'argent de quelques vieux sous prétexte que s'ils le gardaient ils se le feraient voler et qu'à la mort de ces derniers on ne sait jamais ce que devient cet argent.

Mais il y a aussi les dures conditions de travail que subit le personnel de l'hospice. Ce personnel réduit au maximum (2 pour 30 ou 40 vieux) doit s'occuper de tous les travaux : nettoyage, repas, soins, toilettes, etc... Dans certains services, encore tenus par des «sœurs», on préfère faire astiquer le parquet plutôt que de s'occuper des soins des malades. Des femmes de service nous ont décrit leur révolte devant de telles situations !

Oui, c'est cela la vie de l'hospice. Et tous ceux qui aujourd'hui nous parlent de fraternité, de solidarité, de changement... n'ont rien à voir avec cette situation car ils savent bien qu'ils ne finiront jamais leurs jours dans de tels lieux !

Villerest : débuts officiels des travaux. Un projet peu clair

Débuts officiels des travaux du barrage de Villerest. Alors que ceux-ci ont, en fait, débuté depuis trois ans, malgré le mécontentement exprimé par les populations concernées et le scepticisme quant à sa véritable utilisation. Officiellement, le barrage devrait réguler les eaux des vals de Loire et empêcher les inondations. Refusant tout avis contraire à son projet, alors que des études ont montré les dangereuses incidences que pourrait créer ce barrage et alors que d'autres études sont en cours, le gouvernement a affirmé que «le démarrage des travaux ne peut être suspendu aux résultats de ces études». Une telle attitude autoritaire ne peut s'expliquer pour un projet de contrôle des inondations, question toujours tenue à l'écart.

Mais le barrage pourrait bien servir... au refroidissement des futures centrales nucléaires de la région. Toujours est-il que ce grand chambardement est financé pour une part non négligeable par... le ministère de l'Environnement !

Le directeur de l'ANPE de Bordeaux inculpé

HALTE AU RACISME «LEGITIME» !

Le directeur régional de l'Agence nationale pour l'emploi de Bordeaux vient d'être inculpé par le juge d'instruction de Bordeaux, pour avoir fait passer des offres d'emploi racistes. Cette inculpa-

tion tout à fait exceptionnelle (c'est la première du genre), vient après une action des agents de l'ANPE, qui permit au MRAP de porter plainte et de se constituer partie civile.

Les employés, en effet subissent souvent des pressions de la part de directeurs qui pour rentabiliser leur agence, ou même parce qu'ils sont eux-mêmes racistes, font passer des annonces à caractère discriminatoire. Ainsi à Bordeaux, un prospecteur placier refusant ce principe avait écrit au directeur régional pour lui signifier qu'il refusait de collaborer à l'utilisation de ces offres d'emploi racistes. Le directeur lui répond de s'occuper de ses affaires. Les agents de l'ANPE, constituent alors un dossier qui sera à l'origine de la plainte, déposée cet été. Les employés des ANPE ont, en fait, commencé depuis longtemps la lutte pour faire disparaître ces annonces qui représentent un pourcentage de 80 % du total de celles qui concernent le secteur des emplois manuels.

La première bataille gagnée à été celle de la faire disparaître de l'affichage, qui était un affront constant pour les travailleurs étrangers. Mais si ces offres ont disparu de l'affichage, elles n'en continuent pas moins d'exister. Les agents qui ont pratiquement tous le statut de contractuel, s'exposent à des mesures répressives, (licenciements au moment du renouvellement du contrat...) en cas de résistance aux multiples pressions administratives qui appuient les demandes discriminatoires d'employeurs ultras chauvins et racistes. Ainsi, de nombreuses consignes verbales sont données dans ce sens, quand ce ne sont pas des circulaires ministérielles. Celle de décembre



72 est significative. Tout en annonçant «la règle est de refuser désormais en général toute mention discriminatoire» (on appréciera le terme «en général» !), elle laisse les mains libres à l'employeur et au chef de l'agence en précisant que «dans le cas où l'employeur invoquerait un motif légitime à l'appui de sa demande, il convient d'enregistrer l'offre dans les termes exprimés». Ainsi les mentions telles que «pas d'homme de couleur», «pas d'étrangers» ou «nationalité française» peuvent fleurir sur les fiches des ANPE, quand ce ne sont pas des mentions racistes codées telles que «pas de 031 ou 032» ou «01 seulement», dont les chiffres correspondent à des nationalités.

Mais la bataille, pour être efficace, ne saurait se cantonner dans les agences ; ainsi les travailleurs étrangers qui répondent

aux offres qui ne sont pas rédigées en termes racistes doivent affronter des employeurs qui eux peuvent l'être. Ceux-ci trouveront alors un motif pour refuser leur embauche, motif qui à son tour pourra être utilisé pour la radiation du travailleurs de «nationalité étrangère», ou pour son «léger accent étranger», motifs mentionnés à Nancy, pour un «emploi» d'apprenti. Combinées aux mesures scélérates de Stoléru, ces pratiques permettent ainsi l'élimination des étrangers, des listes de demandeurs d'emploi, sans ressources, ils peuvent ainsi se faire expulser plus «proprement». Selon la logique patronale du moment, où le chômage est largement développé, les quelques emplois libres seront proposés aux travailleurs français, qui doivent souvent accepter les déqualifications correspondant

aux emplois habituellement proposés aux immigrés.

La conception patronale du rôle du travailleur étranger, qu'elle ne considère que comme travailleur d'appoint, et au rabais est ainsi entretenue par les méthodes des ANPE et les circulaires ministérielles de tout acabit. L'inculpation du directeur régional de l'ANPE représente donc une avancée positive, surtout que celle-ci risque de se reporter sur les employeurs qui ont émis ces offres racistes. Mais, les nombreux textes dans leurs aspects contradictoires, représentent un rempart relativement sûr dans la protection des pratiques racistes. D'ores et déjà d'autres dossiers sont préparés par les Agents des ANPE qui affirment «légitime ou pas, nous feront stopper le racisme !».

Pierre CHÂTEL

RECONSTITUTION DE LA «BAVURE» DE L'AVENUE DE SAINT MANDÉ

Au cours d'une reconstitution qui a eu lieu samedi après-midi, le juge d'instruction André Morechand a examiné les circonstances dans lesquelles s'est passée la fusillade de l'avenue de Saint-Mandé (12^e). Au cours de cette «bavure», deux frères ont été abattus par un motard, Patric Erra, lundi 13 mars à 3 heures du matin.

Le chauffeur de taxi qui est responsable de la poursuite de la camionnette des frères Chaussin — il avait fait appel à la police par radio — a été confronté à Annie Anselme, la jeune femme rescapée de la fusillade. Il affirme s'être disputé avec Alain Chaus-

sin, qui refusait de signer un constat amiable après un accident et avoir cru qu'il était menacé par une arme.

Pour la compagne de Bernard Chaussin, c'est le chauffeur de taxi qui a brandi une arme : «J'ai vu le chauffeur de taxi brandir un revolver. Il y avait un attroupement. Beaucoup de gens ont assisté à la scène.» Un revolver en plastique d'après le chauffeur...

Après l'appel radio du taxi, d'autres taxis se lancent à la poursuite de la camionnette ! Un autre chauffeur affirme même avoir vu une carabine dans la camionnette ! Carabine

qui n'a pas été retrouvée, rappelons-le, après la fusillade...

La frénésie était grande du côté des motards. Annie Anselme raconte : «Après avoir abattu mon fiancé et Bernard, le motard n'avait qu'un souci : trouver des armes à l'intérieur de la camionnette !»

Cette reconstitution qui n'arrive pas à éclaircir tous les points, témoigne malgré tout du climat qui est entretenu et développé chez certains chauffeurs de taxi : psychose d'agression et d'insécurité, armement individuel, collaboration ouverte avec la police (qui sans autre procès entame sa chasse meur-

trière). Appel aux autres chauffeurs de taxi qui n'hésitent pas à «donner un coup de main» au «collègue»...

Les syndicats de police, dans une déclaration, n'admettent pas que les chauffeurs de taxi «rendent justice eux-mêmes» et réclament la prise en main des tâches afférant à la «sécurité» et à la répression par la seule police.

Après cette reconstitution, on peut parier que l'instruction risque désormais de traîner en longueur et de déboucher comme d'habitude sur une peine légère pour le motard.

Le pompage du fuel à Portsall

Reportage de Claude ANCHER

UN COUP DE POING DANS L'EAU !

● Touchés par la marée noire entre l'île Vierge et la pointe Saint Mathieu, les pêcheurs ont déposé leur rôle ce lundi. Le rôle étant indispensable pour naviguer, c'est une sorte de grève qu'ils observent ainsi en signe de protestation. Ils reprennent leur rôle ce mardi, sauf, sans doute, ceux de Portsall, mis de toute façon dans l'impossibilité de naviguer dans un rayon de 10 nautiques (milles marins) autour de l'épave. Les inquiétudes suscitées par les prévisions météo se confirment : le dernier point annonce des vents de 70 à 80 km/h jusqu'à la fin de la semaine.

L'opération de pompage qui s'organise très lentement risque fort d'être remise en cause. D'ici qu'elle commence, si tant est qu'elle soit effectivement possible, dans quel état se trouvera le pétrolier ? Une chose est sûre, le fuel continue à couler des soutes éventrées de l'Amoco Cadiz.

Interdit de circulation par des barrages de gendarmerie, Portsall vit à l'heure de la marée noire et du plan Polmar.

La petite crique abritée du port connaît une concentration extraordinaire de pétrole : est-ce donc encore la mer que cette

énorme nappe visqueuse et noire ? Une seule grosse pompe fonctionne depuis hier, une autre plus petite est reliée à des camions citernes de 6 500 litres qui vont ensuite transvaser leur contenu dans une citerne plus grosse. Un travailleur de la commu-

nauté urbaine de Brest, ciré jaune maculé de noir : « On a l'impression de donner un coup de poing dans l'eau ! On ne chôme pas et pourtant on ne voit pas de changement ». Les soldats du contingent sont là aussi, noirs de pétrole des pieds à la tête. Un jeune appelé m'explique que ce sont les unités en état d'alerte opérationnelle qui ont été réquisitionnées. Elles n'ont pas de formation particulière dans la lutte contre la pollution. Dans la sienne, la spécialité, c'est la lutte anti-missiles ! Plus loin, un attroupelement : sur le quai, des pompiers viennent de déposer un cormoran mort, pris dans une gangue de fuel.

Dans le café du port, les pêcheurs s'indignent du caractère dérisoire de ce pompage : « C'est dans les soutes du pétrolier qu'il

faudrait pomper ! »

Il est déjà bien tard pour le faire. Après trois jours de temps favorable, le vent s'est levé et il souffle très fort. La mer est plus agitée, et il semble bien que ce matin une nouvelle brèche dans le pétrolier a libéré une quantité supplémentaire de fuel. Pour les pêcheurs de Portsall, ce sont de longs mois de chômage en perspective, et la colère gronde.

LES PÊCHEURS EXIGENT D'ÊTRE INDEMNISÉS RAPIDEMENT

Le Comité local de pêche de Brest s'est réuni ce lundi après-midi : une rencontre est prévue pour mercredi avec le directeur des pêches Brossier. Première exigence : enlever le pétrole des soutes de l'« Amoco-Cadiz ». Mais

Henri Didou, président du Comité et membre du syndicat des pêches CFDT, ne se fait pas d'illusion là-dessus : « Ils sont incapables de faire face à la marée noire ». Aussi, le sujet principal qui sera discuté est celui des indemnités. Sur proposition du syndicat CFDT, les pêcheurs ont accepté les revendications suivantes : d'abord pour le manque à gagner immédiat, des indemnités selon le salaire antérieur connu et au minimum le salaire forfaitaire de la cinquième catégorie. Ensuite un moratoire pour les prêts en cours. La durée de ce moratoire sera fonction de l'importance des répercussions de la marée noire sur les stocks vivants : poissons et surtout algues. « Il n'est pas question d'admettre qu'au bout d'un an, il ne soit plus question

d'indemnisation ».

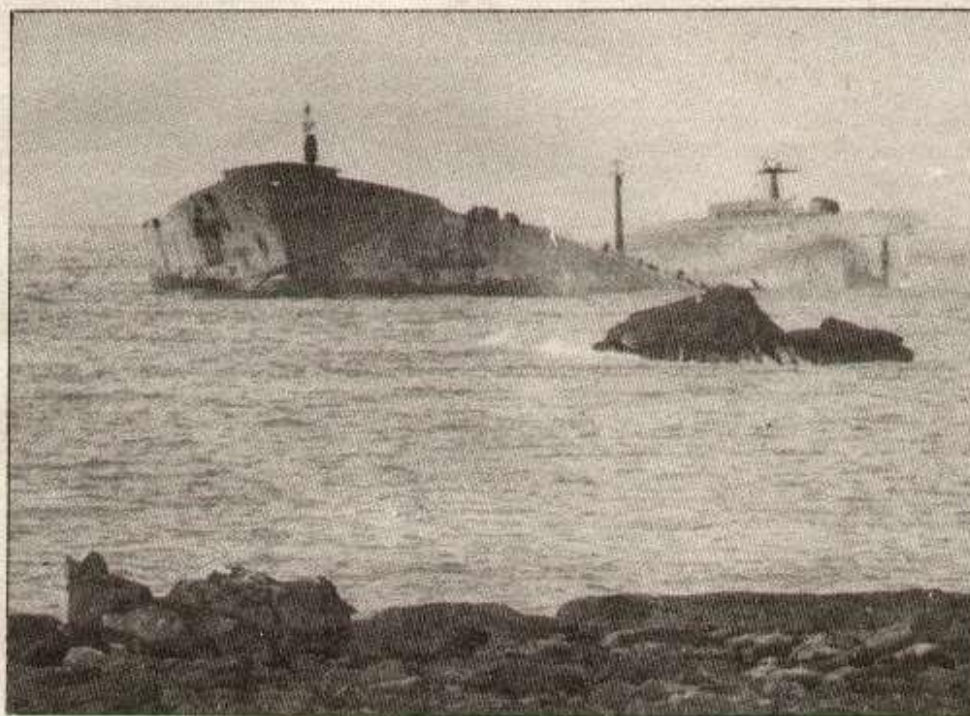
— Validation des services, sans paiement des cotisations sociales pendant le chômage technique, — Retraite anticipée complète à cinquante ans pour motif économique, — L'Union Régionale CFDT pêche dépose une plainte contre X.

Henri Didou souligne la mobilisation des pêcheurs que le dépôt massif des rôles dans les quartiers (zones de pêche) de Brest à Morlaix a montrée. A cette occasion, même les pêcheurs non touchés pour l'instant par la pollution ont manifesté leur solidarité avec les bancs les plus touchés. Une assemblée générale des inscrits maritimes des quartiers de Brest est prévue pour mercredi pour discuter des suites à donner au mouvement.

OPÉRATION DE POMPAGE : ON SE HÂTE AVEC LENTEUR !

La « solution » retenue pour évacuer le pétrole des soutes de l'Amoco-Cadiz consiste à pomper le fuel sur le pétrolier et à l'envoyer par des tuyaux dans un autre pétrolier situé à cinquante mètres plus au large. Une solution dont personne ne peut affirmer qu'elle s'avèrera possible. Mais où en est cette opération ? Le pétrolier de secours est encore près des côtes anglaises et « devait bientôt arriver » d'après un porte-parole des affaires maritimes de Brest qui « sous-traite » une partie des pouvoirs confiés au préfet civil de Quimper. Quant à la fameuse pompe venue des États-Unis, son acheminement depuis Paris s'est terminé dans le fossé près de St Brieuc. Le camion utilisé était prévu pour une charge maximum de deux tonnes à l'essieu.

On lui en a fait transporter 3,5 tonnes. De plus le chauffeur a voyagé dans des conditions telles qu'il a dû s'endormir au volant. Il faut donc pour l'instant porter secours à la pompe de secours ! Sur les routes aussi, convergent vers la Bretagne des camions chargés de six mille mètres de barrages flottants venant de Marseille, St Nazaire, ... Les cinq mille mètres disponibles sur les côtes bretonnes ont tous été utilisés en priorité à l'entrée des trois Abers (Wrac'h, Benoit, Ildut) où sont installés les parcs à huîtres. Mais les pêcheurs ont pour le moins des doutes sur l'efficacité de ces barrages composés de



boudins plastiques gonflés d'air. Certains ont déjà cassé, sous la force des courants. Et une grande marée (de coefficient 110, 115) est prévue pour le 26. Quant aux anti-polluants soixante-dix tonnes ont été acheminées dimanche soir sur camions militaires depuis La Rochelle. Trois cent cinquante tonnes sont attendues pour bientôt. C'est cinquante tonnes qui jusqu'ici ont été déversées : officiellement il s'agit de produits du genre BP 1100 X, agglomérants sensés épargner faune et flore. En fait selon certains témoignages des dispersants seraient aussi utilisés, eux beaucoup plus dangereux.

PARTIS DE DROITE ET DE GAUCHE : UNE MARÉE DE DÉCLARATIONS

On pouvait s'y attendre la veille des élections, partis de droite et de gauche n'ont pas ménagé leurs efforts pour apparaître comme les meilleurs défenseurs des pêcheurs bretons et de la Côte des Légendes (Nom du lieu de la catastrophe).

Les partis de gauche se sont mêlés à la manifestation de vendredi dernier sans trop demander l'avis des pêcheurs. A droite on n'a pas hésité à affirmer que si les pétroliers préféraient aller se faire

réparer n'importe où, plutôt qu'à Brest c'est que le « climat social » entretenu au port de commerce par la CGT n'y était pas étranger. Tous les politiciens locaux ont fait chorus, en tout cas, pour demander que les pétroliers fassent route loin des côtes bretonnes et que les pavillons de complaisance soient soumis à des contrôles plus rigoureux.

Les pêcheurs bretons ne manqueront pas de demander que tous ces discours soient mis en pratique.

Claude ANCHER

Une publicité à France Inter

« La Bretagne, respirez son air marin... imaginez ses côtes encore sauvages. Mangez le chou-fleur de Bretagne... », le tout sur un fond de cris de mouettes et de vagues déferlant sur le rivage.

Voici la publicité qu'on étale sans aucune honte et aucun scrupule à France Inter lundi matin, alors que la Bretagne est envahie par une des plus tragiques marées noires qu'elle ait jamais connues !

Procès de Christian Harbulot

Christian Harbulot, inculpé à la suite de la mort de Tramon, l'ancien garde de Renault assassin de P. Ovréney, passe en tribunal mercredi. Il sera jugé pour avoir utilisé de faux papiers. L'avocat demandera vraisemblablement que cette accusation soit jointe au fond de l'affaire, l'utilisation des faux papiers étant liée aux soupçons que la police avait manifestés à l'égard d'Harbulot. En même temps, comparaitra Trillat, un étudiant de 19 ans chez lequel se trouvait Harbulot lors de son arrestation. Il est inculpé de « recel de malfaiteur ». De son côté, Harbulot a toujours nié sa participation à l'affaire Tramon.

Comment est mort Tronelle à la Santé ?

La femme de Tronelle, militant autonome mort à la Santé, ne croit pas au suicide de son mari et écrit dans une lettre ouverte : « (la plaie) paraissait très profonde, elle allait de sous le maxillaire droit au dessous du maxillaire gauche, la trachée artère était également tranchée (...) Je suis certaine que la blessure est plus importante que ce que laissent penser les quelques lignes du rapport officiel. (...) S'il devait survivre une heure et quart à ses blessures, pourquoi ne l'a-t-on pas transporté à l'hôpital Cochin qui est à quelques minutes de la Santé ?... »

INTERNATIONAL



Les colonies françaises à l'heure des élections (4)

LA GUADELOUPE : OPPRESSION ET EXIL FORCÉ

Par Yomna EL KHALIL

La Guadeloupe est une colonie française peuplée de 330 000 habitants. Située dans la région des Caraïbes, elle constitue avec la Martinique un point d'implan-

tation de l'impérialisme français.

«Les élections sont françaises; nous, nous sommes Guadeloupéens» déclaraient les patriotes guadeloupéens

à la veille des élections, en appelant à l'abstention, parce que participer aux élections signifie pour eux cautionner la domination française sur leur pays. Dès le premier tour, l'abstention a été

massive dans les trois circonscriptions de Pointe à Pitre, des Abymes et de Basse-Terre, dépassant 55 % des inscrits.

Depuis quelques années la situation s'est dégradée: dans l'agriculture, la

mécanisation forcée de la récolte de la canne à sucre a jeté au chômage un nombre de plus en plus important d'ouvriers agricoles. Loin de permettre une relance de la production de la canne, cette mécanisation a entraîné plutôt une chute. Cela a été accompagné par la fermeture d'usines sucrières. Sur 14 usines en 1958, il n'en restait que 6 au début de 1977.

• Dans le secteur de la banane, l'opération «Souffrière» (nom du volcan en éruption) a été le prétexte pour liquider la zone bananière des régions montagneuses, de fermer le port bananier de Basse-Terre, au profit des zones de plaine jugées plus rentables.

• Dans l'industrie, les usines ferment à tour de rôle depuis 1968. C'est le tourisme qui est en plein essor en Guadeloupe. La France fait de ce pays un «lieu de repos» pour ses hommes d'affaires. On assiste à une prolifération importante des hôtels luxueux, véritables défi à la misère du peuple.

• 2/3 de la population active, au chômage! Le chômage est important en Guadeloupe, dans tous les domaines productifs. En 1977, les 2/3 de la population active se trouvaient au chômage, situation qui oblige les jeunes à s'exiler vers la «métropole». De ce fait, la population guadeloupéenne stagne, et il y a même une tendance à la baisse. Par contre, dans le même temps, les fonctionnaires étrangers et les forces de répression, les képis rouges et autres mercenaires augmentent.

L'opération «Souffrière» menée par l'impérialisme français a accru les diffi-

cultés du peuple: la population évacuée a perdu ses terres, son travail. Beaucoup, pressés par l'impérialisme français, ont dû alors s'exiler.

LA LUTTE SE DÉVELOPPE

La création de syndicats révolutionnaires et nationaux en Guadeloupe représente un moment important dans la lutte pour l'indépendance nationale. Le 12 décembre 1970 c'est la création de l'UTA (Union des travailleurs agricoles), au début de 1972, c'est l'UPG (Union des paysans pauvres de la Guadeloupe) et le 2 décembre 1973, l'UGTG (Union générale des travailleurs guadeloupéens).

Les mouvements de masse ont connu un grand essor, malgré le blocage des dirigeants de la CGTG (la CGT en Guadeloupe, dirigée par les révisionnistes) qui perd de plus en plus d'influence. A partir de 1976, les luttes qui se développent parmi les ouvriers, les paysans et les étudiants, prennent un caractère anti-colonialiste marqué.

La volonté de lutte et d'indépendance se manifeste dans toutes les localités, grandes ou petites de Guadeloupe où se mettent sur pied des formes d'organisation diverses pour lutter contre le colonialisme et ses effets néfastes sur la société guadeloupéenne. Ainsi en est-il dans la commune du Petit-Bourg où se constitue une «Union populaire» dont la création était annoncée dans un texte pour le 16 février dernier, et que nous publierons demain.

Demain, la suite

Les superpuissances et leurs moyens de pression (7)

«L'alternative à l'Est» (2)

La mise en place d'un capitalisme d'Etat est et restera à la base du projet politique du PCF: un projet impliquant — aspect important de sa politique économique — une réorientation des rapports de l'impérialisme français avec l'URSS, pour contrebalancer le poids dont disposent les pays occidentaux dans l'économie française.

On a vu que le volume et la structure des échanges existant ne permettaient pas de réaliser une telle modification dans des délais très brefs. Mais ce n'est là qu'un aspect du problème: la structure même du commerce de l'Union soviétique et les relations existant à l'intérieur du CAEM (organisation économique des pays révisionnistes, Comecon) constituent une limite au moins aussi importante.

STRUCTURE DU COMMERCE EXTÉRIEUR SOVIÉTIQUE EN 1976

	Exportations en %	Importations en %
Biens d'équipement	19,4	36,3
Combustibles	34,3	3,6
Minerais et produits métallurgiques	13,2	10,8
Produits chimiques	3	4,3
Produits alimentaires	3	22,8

Cette structure reflète les faiblesses de l'économie soviétique: manque de produits alimentaires, besoins importants de biens d'équipement. Elle reflète également une certaine inadéquation aux besoins de l'économie française. Si l'URSS importe dans des domaines où la France est exportatrice (biens d'équipement et agriculture), il n'en est pas de même pour les exportations de l'URSS. Celles-ci ne correspondent pas sur plusieurs points aux besoins de l'économie française: relative faiblesse des «demi-produits», surtout chimiques, par exemple. Seules les exportations de biens d'équipements pourraient répondre en volume aux besoins français. Encore faudrait-il que l'URSS fournisse des biens de haute technologie alors qu'elle les importe en grandes quantités de l'Ouest. Restent de délicats problèmes d'adaptation, les normes soviétiques ne correspondant pas nécessairement à celles en vigueur sur le marché français.

DU CÔTÉ DE LA RDA

Certains pays d'Europe de l'Est paraissent mieux à même de répondre aux besoins français. Ce pourrait être le cas de l'Allemagne de l'Est. Son commerce extérieur est composé à 49,4 % de machines, optiques, etc. et 12,4 % en demi-produits, essentiellement chimiques, mais une bonne partie est absorbée par le commerce à l'intérieur du CAEM (64 % du commerce) et par l'URSS (31,4 %).

Celle-ci importe les deux tiers de ses machines du

CAEM et elle y effectue la quasi-totalité de ses exportations de biens d'équipement. L'intégration prétendument socialiste permet à l'URSS d'absorber pour ses besoins les réalisations économiques des autres pays membres.

C'est ce que l'on retrouve pour la Tchécoslovaquie où les usines Skoda, parmi les premières industries mécaniques d'Europe de l'Est, travaillent avant tout pour l'URSS d'où elles importent des produits métallurgiques, des biens d'équipement et des moteurs pour réaliser les commandes passées par l'URSS.

Dans de telles conditions, les rapports avec les pays de l'Est autres que l'URSS ne peuvent se développer à un certain degré qu'avec l'accord express de l'URSS.

POSITION DE DEMANDEUR, SITUATION DE FAIBLESSE POUR LA FRANCE

S'il paraît difficile d'envisager que les pays de l'Est puissent globalement répondre à la demande française, cela peut cependant s'envisager pour certains produits. L'URSS espère actuellement prendre pied sur le marché des ordinateurs et certains biens d'équipement soviétiques, est-allemands ou tchécoslovaques pourraient suppléer aux fournitures d'Allemagne fédérale ou des USA. Mais à une certaine échelle, cela supposerait une décision politique de la part de l'URSS qui jugerait qu'il lui est favorable et possible de soutenir la mise en œuvre du projet du PCF et d'affronter plus ouvertement les Etats-Unis, qui réagiraient inévitablement à de telles initiatives.

Dans une telle éventualité, la position de l'impérialisme français serait cependant loin d'être favorable. Placé en position de demandeur, il subirait une forte pression de l'URSS, qui exigerait le maximum: dans tous les marchés qu'elle passe avec la France, l'URSS cherche — et parvient souvent — à imposer des conditions de prix qui lui sont très favorables. Elle impose ses conditions de crédit, paie même en vodka chaque fois qu'elle le peut, exige que les produits soviétiques soient acceptés pour de longues périodes sur le marché français.

L'argument selon lequel l'impérialisme français peut disposer d'une position de force parce qu'il peut offrir en échange des biens d'équipement et de la technologie dont l'URSS a besoin, rencontre rapidement des limites: si la France est le pays d'Europe occidentale qui a le système de relations avec l'URSS le plus étendu, l'Allemagne et le Japon la dépassent de loin dans le domaine commercial, essentiellement les biens d'équipement. Les ventes françaises ne constituent pas pour l'URSS une nécessité vitale quand elle a ailleurs des fournisseurs plus importants. Si l'URSS peut trouver son profit à accroître ses achats de biens d'équipement français, cela ne peut constituer pour la France qu'une arme bien faible face aux moyens dont disposerait l'URSS. Bien plus, cela pourrait lui servir de prétexte pour chercher à développer les «co-productions» comme en Europe de l'Est où certaines usines travaillent à réaliser les projets du plan soviétique pour demander que se fasse la communication des résultats des recherches économiques et des nouvelles licences de fabrication (comme cela est prévu par le programme d'intégration du CAEM), tout cela sous prétexte d'une coopération économique accrue, prévue par le PCF, et que l'extension de certains accords existant peut favoriser.

LA STRUCTURE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le grand débat sur «le changement» qui a opposé les partis bourgeois se poursuivra d'une manière ou d'une autre après les élections.

En arrière-fond de ce débat, au travers des affrontements qui en résultent, les deux superpuissances disposent de moyens importants pour leur intervention, du fait même de la structure de l'impérialisme français, impérialisme secondaire.

«Vodka - Cola»

La firme Coca Cola, qui fonde son avenir sur les marchés extérieurs, le marché américain étant évidemment saturé, va faire son entrée en URSS. En effet, la firme américaine aura l'exclusivité des boissons non-gazeuses pour les Jeux Olympiques de Moscou. Ensuite, la production de cette boisson sera faite en URSS sous licence américaine. Il faut préciser que Coca-Cola est dirigée par un des principaux bailleurs de fonds de Carter, Austin. Celui-ci a été aidé par les interventions de l'administration US en sa faveur, alors que jusqu'ici les républicains, en particulier Nixon, avaient fait preuve d'une injuste partialité en faveur de Pepsi-Cola, vendu en URSS depuis une vingtaine d'années...

200 000 métallos lock-outés dans le Wurtemberg

VERS LA FIN DE LA PAIX SOCIALE EN RFA ?

Après l'échec ce week-end des négociations dans l'imprimerie, le syndicat du Livre et les patrons de la presse ont conclu un accord lundi matin. Grèves et lock-out sont donc, pour le moment, suspendus. Si nous ne connaissons pas encore les termes exacts de cet accord, il semble bien pourtant qu'il tienne compte de revendications principales des travailleurs du Livre : maintien du salaire et de l'emploi là où sont introduites les nouvelles techniques.

En même temps se poursuit dans la région de Stuttgart la grève des métallos. Aujourd'hui, ils sont 80 000 après les dockers, et les travailleurs du Livre, à mener la lutte contre la baisse de leur pouvoir d'achat, contre les conséquences des restructurations capitalistes.

Pour briser la grève de métallos, les patrons ont décrété le lock-out pour 200 000 travailleurs wurtembergeois dès lundi matin.

L'Allemagne fédérale connaît actuellement un des mouvements de lutte les plus durs de ces dernières années. Certes, les grèves dans le cadre des négociations tarifaires (comme elles se déroulent actuellement dans le Livre et la Métallurgie) n'ont rien d'extraordinaire — c'est même le seul cadre où elles sont légalement admises par la législation allemande du travail. Rien de nouveau non plus en ce qui concerne le refus strict du patronat opposé aux

revendications salariales des syndicats : les «partenaires sociaux» ont toujours fini par se mettre d'accord après une première phase de confrontations «dures» — il suffit de se remémorer le règlement des négociations salariales en Allemagne.

En effet, ce sont les directions syndicales qui décident aussi bien du niveau des revendications salariales que de la grève. Si dans les négociations tarifaires, patronat et direc-



tions syndicales n'arrivent pas à un accord, même après intervention d'un médiateur réputé neutre, la grève peut être déclenchée, si 75% des travailleurs y sont favorables. Par contre, il suffit de 25% des suffrages pour empêcher qu'après de nouvelles négociations, la grève reprenne. On a vu par le passé combien les syndicats ont su préparer le

terrain en évoquant les difficultés de l'économie nationale et les risques de licenciements et de chômage qu'entraîneraient des revendications «exagérées». Ces dernières années et tout récemment lors des négociations tarifaires dans la Sidérurgie, les contrats tarifaires conclus à l'issue des négociations, ont toujours entraîné une baisse du

pouvoir d'achat des travailleurs.

Aujourd'hui, cela semble avoir changé. Face à l'intransigeance accrue des patrons qui refusent toute augmentation salariale supérieure à 3,5% dans la Métallurgie (les syndicats revendiquent 8%), qui prévoient des licenciements énormes suite à l'introduction de nouvelles techniques dans l'imprimerie, les syndicats maintiennent leurs positions, appellent à la grève. Contrairement à ce qu'on a pu entendre, le président du syndicat des métallos, Loderer, déclare : «La baisse des salaires ne crée pas un seul emploi». Et *Der Spiegel*, préoccupé, de se demander : «Fini, semble-t-il, l'époque où les syndicalistes allemands acceptaient, voir soutenaient, sans réserve et partout, le système économique allemand».

La paix sociale, touche-t-elle à sa fin, en République Fédérale ?

L'ENJEU DES GREVES

Pour les travailleurs, il s'agit bien de refuser les conséquences de la nouvelle restructuration capitaliste que veulent leur faire payer les patrons. C'est pourquoi les métallos ne se contentent pas de revendications salariales. Ils réclament en outre le maintien de leurs salaires en cas de déqualification avec perte de salaire, suite aux rationalisations dans les entreprises.

Dans l'imprimerie, plus de 3 500 emplois ont été supprimés, ces dernières années. Parallèlement, le chiffre d'affaire est monté de 9,6 à 14,8 milliards de deutschmarks. Les travailleurs du Livre luttent pour un nouveau contrat tarifaire qui tienne compte des nouvelles techniques, et garantisse salaires et emplois.

Dans leurs luttes, métallos et travailleurs du Livre peuvent compter, à l'heure actuelle, sur le soutien des directions fédérales et locales de leurs syndicats,

ces dernières refusant pour l'instant la mainmise complète que le patronat veut leur imposer. Car s'il est vrai que les syndicats allemands ont fait leurs preuves dans la collaboration de classe, se présentant comme un des piliers essentiels du «consensus social» de Schmidt, la combativité de leur base les pousse aujourd'hui à s'opposer aux vœux du patronat. Les syndicats, en République fédérale, connaissent des contradictions internes importantes, comme on a pu le voir récemment, lors du congrès des métallos où les syndiqués de base ont réussi à imposer contre les recommandations de la direction de la I.G. Metall, leurs motions sur la réduction du temps de travail, par exemple, ou bien contre la collaboration entre patronat et syndicats, dans le cadre de la «Konzertierte Aktion».

POUR LE PATRONAT : PRÉPARER L'AVENIR

Si les patrons, dans ce conflit, ont fait preuve d'une intransigeance et d'une dureté peu communes, c'est bien parce que pour eux aussi, il ne s'agit pas seulement d'une affaire de pourcentage. Briser la combativité des travailleurs et des syndicats non seulement dans les luttes aujourd'hui, mais pour les années à venir qui connaîtront des rationalisations et restructurations encore plus importantes, créer un précédent qui pèserait encore davantage sur les conditions de lutte des travailleurs allemands — tel est bien le but poursuivi par le patronat à travers sa fermeté aux tables de négociations et ses lock-outs monstres (le lock-out dans l'imprimerie s'est étendu pendant quelques jours, à 350 entreprises, alors que seules 25 d'entre elles étaient en grève).

Face à l'offensive patronale, les travailleurs sont décidés à poursuivre la lutte. Devant les entreprises en grève ou lock-outées, on diffuse des tracts, on engage des discussions avec la population. Celle-ci, en général, est favorable à la grève, malgré la campagne de diffamation lancée par la radio et la télévision. Les lock-outs, au lieu de diviser grévistes et lock-outés, ont plutôt renforcé la combativité des travailleurs. Spontanément, les travailleurs de quelques entreprises qui ne sont pas encore touchées par le lock-out, se sont mis en grève sans attendre l'avis des syndicats. «Nous sommes préparés à une lutte très dure. Nous poursuivons la lutte jusqu'à la satisfaction de nos revendications», déclarent les grévistes.

Ogaden : retrait des troupes somaliennes

Le 14 mars, le gouvernement somalien a déclaré officiellement qu'il avait achevé le retrait de ses troupes de la région de l'Ogaden. Dans une déclaration publiée par le Ministère de l'Information, le gouvernement somalien déclare : «La République Démocratique de Somalie appelle certaines puissances à mettre en application leur assurance de trouver une solution pacifique au conflit dans la Corne de l'Afrique, solution qui doit être basée sur l'auto-détermination des peuples de la région».

Le ministre des Affaires étrangères yougoslave qui était en Somalie pour envisager une médiation de son gouvernement a déclaré que la situation dans la Corne de l'Afrique est encore «lourde de dangers pour la paix». Il a ajouté : «Les vues des pays en conflit sont très éloignées, et la voie vers un règlement négocié sera loin d'être aisée». Il a estimé qu'une médiation de l'OUA serait la voie la plus efficace pour parvenir à une solution pacifique.

Après le retrait des troupes somaliennes, rien n'indique qu'il y ait une diminution des troupes soviéto-cubaines dont la présence en Ethiopie était «justifiée» par le conflit de l'Ogaden.

De son côté, le président soudanais Nimeiri a déclaré : «Le Soudan salue la décision de la Somalie de retirer ses troupes de l'Ogaden en la considérant comme un pas opportun et positif, de nature à créer une atmosphère favorable aux efforts de l'OUA, visant à trouver une solution pacifique entre les deux pays. Le Soudan appelle l'URSS et Cuba à retirer leurs forces pour laisser aux pays africains le soin de régler leurs différends, sans aucune ingérence étrangère».

Somalie : aide américaine

L'envoyé spécial de Carter, Richard Moose a rencontré Siad Barre. A l'issue de l'entretien «amical» dont la teneur n'a pas été révélée, l'américain a déclaré que la politique de son pays cherchait «à construire et non à détruire». Un accord commercial a été signé, L'US Aid apportera à la Somalie une aide alimentaire de 7 milliards de dollars.

Erythree : unification des forces militaires

A Khartoum, capitale du Soudan, un communiqué publié par les deux principaux mouvements de libération fait savoir qu'ils ont décidé «de procéder à l'unification des deux fronts en formant un commandement politique et un comité militaire conjoints». Cette décision a pour effet pratique important de prolonger les accords politiques passés entre les deux organisations par une unification des forces militaires. Cela constitue un pas important pour le mouvement érythréen et accroît sa capacité à faire face à l'offensive soviéto-cubaine que l'on pense éminente maintenant que la guerre d'Ogaden touche à sa fin.

USA :

La direction des syndicats de mineurs fait actuellement campagne pendant une semaine pour tenter de faire accepter aux mineurs l'accord que la «commission de négociations» du syndicat avait accepté la semaine dernière. Il semble que le patronat et le gouvernement aient fait quelques concessions très limitées sur les questions de sécurité sociale et de retraite.

Carter a décidé de suspendre l'application de la loi Taft Hartley qui lui permettait de réquisitionner les mineurs au bout de 80 jours. Cependant, cette mesure de suspension n'apparaît pas aux mineurs comme une mesure de conciliation, puisque le gouvernement peut très bien demander l'application de la loi à la fin de la semaine, si les sections syndicales refusent l'accord : le chantage à la répression demeure donc. Mais il n'impressionne nullement les grévistes. En effet, le juge Aubrey Robinson, qui a entériné la suspension, a déclaré : «De toutes façons, ils ne font pas attention à ce que je fais».

Communiqué

Projection du film : «LE SEL DE LA TERRE»

Mercredi 22 mars à 20 heures 30
au Centre socio-culturel d'Uckange (Mcsele)
Ciné-club d'Uckange

Les boîtes d'allumettes, coussins gonflables et autres T-Shirts ont pris une place importante dans la publicité politique. Sans autant détrôner l'affiche. Dans la plupart des cas, aucun dépôt légal n'est réalisé pour l'affiche politique, qui est pourtant un important document historique, où se lisent non seulement l'histoire de la manipulation, mais aussi celle du peuple... à condition qu'elles soient conservées.

La politique à travers l'affiche

Par Philippe DANZAIN Photos Alain Gesgon

Historien, photographe, Alain Gesgon a réalisé la plus importante compilation d'affiches politiques actuelles. Son petit appartement est envahi par 8 000 affiches originales. Le peu de place restante est le domaine des 15 000 diapositives, et de gadgets politiques. «*Mais je ne suis pas un collectionneur, car je n'entasse pas mes documents pour mon seul plaisir. Je veux qu'ils soient vus par tous ceux que ça intéresse.*» C'est pourquoi Gesgon veut créer un «*musée de l'imagerie politique*», pour lequel il a déposé plusieurs projets. Mais il existe déjà un musée de l'affiche ? En fait, le musée du 18, rue de Paradis comporte surtout des affiches publicitaires, et très peu de documents politiques. «*La sérigraphie, par exemple existe en général quelques jours sur les murs, puis disparaît définitivement.*»

AFFICHES DE LUTTE

Alain Gesgon est intrigué sur la sérigraphie. «*Quand on regarde les affiches de «l'Atelier populaire des beaux arts», on constate à quel point l'affiche peut être un cri. Le graphisme est toujours dépouillé, souvent inspiré du dazibao chinois, le slogan court et frappant. Le sujet est exactement cerné, et traité avec beaucoup d'humour. Mais surtout, l'affiche se contente d'interpeller, c'est le lecteur qui est amené à réfléchir, à poursuivre lui-même l'analyse.*» Aujourd'hui, la sérigraphie a pratiquement disparu dans la fabrication de la propagande politique. «*Même les partis révolutionnaires travaillent en offset. Mais on trouve encore de belles sérigraphies chez les comités de quartier, les associations de locataires. Les CDL, l'intercomité du Marais, réalisent des affiches cinglantes, qui ont conservé le*

dynamisme des productions de 1968.»

L'AFFICHE FOUDE

Le recul de la sérigraphie constitue aux yeux d'Alain Gesgon le signe d'une «*crise du militantisme*». C'est oublier que les contraintes sévères de la sérigraphie imposent un style dépouillé, et donc une réflexion esthétique intense pour exprimer une idée de façon efficace et concise. L'offset libère de ces contraintes, introduit la possibilité de lancer plusieurs idées, et même de les détailler par un texte en petits caractères. «*Seulement, l'affiche ne peut pas remplacer un journal, ou une brochure. Elle est un instrument spécifique, une incitation à réfléchir, une interpellation, mais pas un support de discours. La personne qui passe a rarement le temps de s'arrêter pour lire. Il faut que tout le message soit saisi en un clin d'œil.*» Alain Gesgon nostalgique de la propagande «*artisanale* ? Certes non, mais il constate que les affiches offset efficaces sont celles qui se rapprochent de la sérigraphie dans la composition.

«*L'illustration est souvent réduite à la portion congrue. Elle aère un peu le discours, alors qu'elle doit jouer un rôle dans l'expression du message lui-même.*» Un exemple de cette fonction de communication du dessin est fourni par une affiche intitulée «*Priorité aux travailleurs manuels*» et illustrée par... un CRS. Tout le message politique tient dans la contradiction entre le texte et l'image.

UN MUSÉE DE L'IMAGERIE POLITIQUE

La compilation d'Alain Gesgon est un véritable livre d'histoire politique des 10 dernières an-

nées, et un sérieux résumé de l'histoire antérieure. C'est pourquoi est né en collaboration avec Michel Levesque (actuel propriétaire du Carillon de la Bastille) et l'harmoniste Dory le projet de musée de l'imagerie politique. «*Un musée pas cher où on peut consulter sur diapos ou micro-films les documents qu'il désire.*» Un événement récent montre l'utilité d'un tel musée : récemment un professeur s'adressait à la Bibliothèque nationale pour consulter les quelques documents qu'elle possède. Obstruction : on peut tout consulter, sauf ce qui met De Gaulle en cause... et les affiches de 68 ne s'en sont pas privées. «*Mon problème n'est pas de faire plaisir à l'un ou à l'autre. J'accomplis une recherche historique.*» C'est aussi pourquoi Alain Gesgon présente actuellement à la Galerie (passage piétonnier) 99 rue de Sèvres, face au métro Vanneau une exposition publique «*L'affiche politique au XX^e siècle*» une chronologie en 120 affiches originales. Une exposition qui donne un avant-goût du «*musée de l'imagerie politique*».

SOUS L'AFFICHE : LE MUR

«*Sous l'affiche, il y a le mur, la ville.*» Alain Gesgon dans sa recherche du «*cri des murs*» est conduit à jeter un œil sur la réalité que recouvrent ces discours politiques. Cela donne «*Paris, tu es fou*» 1968, puis Paris massacré par les promoteurs. La destruction des Halles, et les luttes des habitants. Images impressionnantes ou absurdes. «*Un odieux-visuel*» sur fond musical d'harmonica, grâce aux bons soins de Dory. L'affiche confrontée à la rue prend une allure étonnante. «*Paris ne se fera plus sans vous*» promet d'Ornano, sous un écriteau «*Chantier interdit au public.*»

En consultant la compilation, on est frappé par la rupture radicale entre l'affiche démagogique, publicitaire, d'une part, et l'affiche populaire ou révolutionnaire d'autre part. Promesses louanges, ou tentatives d'effrayer s'opposent aux appels à combattre, à la critique acerbe d'un système d'exploitation. Sur certaines affiches, le peuple. Sur d'autres, une idole, un sauveur. Deux conceptions opposées de l'histoire s'affrontent.

Le caractère révolutionnaire d'une affiche ne tient pas à la précision de son discours, mais à son contenu de classe. Sa qualité est liée à sa concision. Le même point de vue est reflété de manière mobilisatrice, dynamique ou trahi par une forme terne et repoussante. Il semble décidément impossible d'appeler à la lutte en endormant le lecteur.

A tous points de vue, la compilation de Gesgon est enrichissante. Son projet de musée correspond à une nécessité. L'historien photographe aura donc encore bien des difficultés à le faire aboutir. Mais l'enjeu en vaut la peine.

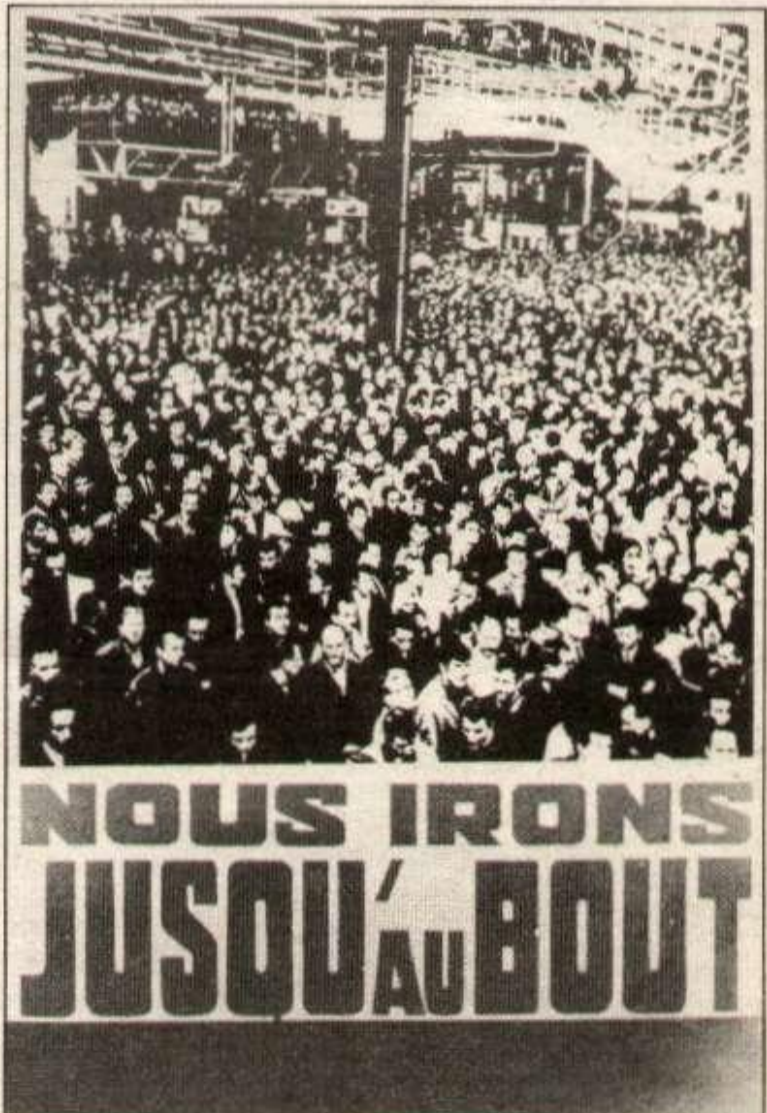


La sérigraphie

C'est un procédé utilisant le principe du pochoir. Un cadre soutient une toile de soie sur laquelle le motif que l'on veut imprimer est tracé avec une pâte. Un gel est apposé sur toute la surface de la toile, la rendant imperméable. On retire ensuite la pâte (drawing gum) qui entraîne le gel sur toute la surface du motif.

Le cadre est posé sur la feuille de papier. Lorsqu'on appliquera l'encre, elle ne traversera la toile qu'aux endroits souhaités. Ce principe de base a subi de nombreuses améliorations en recourant notamment à des procédés photographiques pour impressionner la toile.

Le procédé ne permet pas l'insertion d'un grand nombre de nuances. D'où le caractère «*choc*» des affiches sérigraphiées. Grand avantage du procédé : il n'est pas cher et se met facilement en œuvre, même si on n'est pas un spécialiste de l'imprimerie. Mais le tirage est limité à quelques centaines.



Si vous disposez d'affiches politiques et si le projet de Gesgon vous intéresse, envoyez-les au *Quotidien* qui transmettra



PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 21 mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'histoire des trains : L'Orient-Express
 21 h 20 - Ken Keni reportage en Haute Volta
 22 h 15 - Pleine page
 23 h 15 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les 6 jours d'Antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Les dossiers de l'Écran : «Mourir d'aimer», film d'André Cayatte, sur l'affaire Gabrielle Russier
 Débat : A quel âge le droit de choisir sa vie ?
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de 20 heures
 20 h 30 - Le Bossu, avec J. Marais
 22 h 10 - Journal
 22 h 25 - Réussite
 22 h 40 - Fin

Mercredi 22 mars

TF 1

18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
 19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 19 h 50 - Tirage du loto
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les bijoux de Carina
 21 h 55 - Les grandes énigmes. Zoom sur la terre
 22 h 50 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Question de temps
 21 h 40 - Musique, médecine de l'âme. Emission consacrée à l'effet que peut avoir la musique sur la personnalité, en particulier sur les handicapés. Avec la participation de psychiatres.
 22 h 25 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinéma : La discorde. Production de Marseille
 21 h 50 - Journal
 22 h 05 - Ciné regards
 22 h 35 - Fin

Ecologie et politique

d'André Gorz et Michel Bosquet,

éditions du Seuil

Sous le nom d'André Gorz ou sous celui de Michel Bosquet, l'auteur est une des figures les plus connues de ce que l'on appelait la «nouvelle gauche» avant mai 68. Ses articles parus ces dernières années dans *Les Temps modernes*, *Le nouvel observateur* ou *Le sauvage* tentent une impossible synthèse entre le marxisme et la philosophie d'un maître-à-penser de certains courants écologistes : Ivan Illich.

Dans ses articles, l'auteur dénonce avec lucidité et vigueur les méfaits de la «croissance» capitaliste qui, loin d'améliorer le sort des travailleurs, dégrade leurs conditions d'existence, compromet même l'avenir de l'humanité en gaspillant ou détruisant des ressources non renouvelables.

Mais ce cri d'alarme qui fonde la résistance écologiste n'est pas le principal objet de ce recueil. Comme le titre l'indique, l'auteur cherche à en tirer les conséquences politiques. Et, au-delà des luttes communes contre les méfaits du capitalisme, c'est bien de cela que les révolutionnaires doivent débattre avec ceux des écologistes qui situent leur action militante dans la perspective d'un changement radical de société.

QUEL SOCIALISME ?

L'auteur récuse aussi bien le capitalisme que ce qu'il appelle «le socialisme bureaucratique» ; il ne se fait aucune illusion sur les

vertus des nationalisations telles que les exige le PCF. Mais il semble méfiant envers le pouvoir des travailleurs. Quand il s'agit de définir le type de société qui répondrait à ses exigences, il cite Attali (qui depuis est devenu un des conseillers économiques de Mitterrand) : «Faut-il donner le pouvoir à ceux qui ne l'ont pas ou tenter de le retirer à tout le monde ?...

L'idée d'autogestion semble être pour l'instant la seule proposition nouvelle disponible. Mais elle ne suffit pas à fonder un modèle global.» Attali, et André Gorz à sa suite, refusent que les travailleurs disposent du pouvoir et qu'ils soient capables de l'exercer dans l'intérêt du peuple tout entier : «Les ouvriers de la General Motors autogérée ne seraient

pas moins influents que les actuels lobbies financiers... L'autonomie d'entreprises autogérées sans modification fondamentale des rapports sociaux conduirait à une sorte de capitalisme des travailleurs...» (Jacques Attali et Marc Guillaume, 1974)

Pour eux, la solution à cet «égoïsme collectif» que suppose l'autogestion n'est pas la participation de chaque communauté de travailleurs aux prises de décision concernant l'ensemble de la société ; elle est dans le repliement de chacune de ces communautés dans une relative autarcie. Ainsi, une communauté n'ayant pas besoin d'une autre pour vivre, ne sera pas tentée d'influer sur ses orientations : «L'autogestion suppose... un minimum d'autarcie locale». C'est une conception bien peu enthousiasmante du socialisme !

Dans les sociétés impérialistes comme la nôtre, la socialisation des forces productives a atteint un tel niveau que l'instauration de ce «minimum d'autarcie locale» apparaît d'autant plus utopique.

Peu importe à l'auteur. Il refuse tellement l'idée que la classe ouvrière, dans son ensemble, puisse exercer le pouvoir sur l'ensemble de la société qu'il exige que les moyens de production soient modelés sur ce projet de société. C'est à ce niveau qu'intervient ce qu'il appelle la «logique des outils».

à suivre

Paul GAUVIN



Et l'acier fut trempé

92^e épisode

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

Artem, attablé, était un peu gêné. Ni sa mère ni son frère n'approuvaient son mariage. Issu d'une famille de prolétaires, prolétaire lui-même, Artem avait rompu, on ne savait pourquoi, l'amitié qui le liait depuis trois ans à la belle couturière Galina, la fille du tailleur de pierres, pour épouser l'insignifiante Stécha et s'embarrasser d'une famille de cinq bouches à nourrir, où il était le seul à travailler. Après ses heures de dépôt, il s'attelait à la charrue, essayant de remettre en valeur la ferme délabrée.

Artem savait que Pavel lui reprochait de s'être enlisé, comme il disait, « dans une ambiance petite-bourgeoise », et il se demandait quelle serait sa réaction.

Ils échangeaient les quelques banalités habituelles lors d'une rencontre et Pavel se préparait à repartir. Artem le retint :

— Attends un peu, tu mangeras avec nous, Stécha va apporter du lait. Alors, c'est décidé, tu pars demain ? Tu n'es pas encore bien solide, Pavka.

Stécha entra dans la pièce, salua son beau-frère et appela Artem dans la grange pour transporter quelque chose. Pavel resta seul avec la vieille, peu prodigue de paroles. Un son de cloches vint de l'église. La vieille posa son oukhvate et marmonna, mécontente :

— Doux Jésus ! On n'a même pas le temps de prier avec ce sacré travail ! Retirant le fichu de son cou, elle jeta un regard de travers à l'intrus et se dirigea vers le coin aux icônes noircies. Les yeux fixés sur les visages mornes des saints, elle réunit trois doigts osseux et se signa à plusieurs reprises.

— Notre Père qui êtes aux cieux, que votre nom soit sanctifié, murmurèrent ses lèvres desséchées.

Dans la cour, le marmot enfourcha d'un bond un cochon noir aux oreilles pendantes. L'éperonnant vigoureusement de ses pieds nus et se cramponnant à ses soies, il stimulait l'animal qui tournait en grognant :

— Allez, hue ! Fais pas le méchant !

Le cochon courait en tous sens, cherchant à se débarrasser de son cavalier, mais celui-ci tenait ferme.

La vieille interrompit sa prière et surgit à la fenêtre :

— Je t'en ficherai, moi, des promenades à dos de cochon ! Descends tout de suite, espèce de petit voyou !

Le cochon réussit finalement à désarçonner le galopin, et la vieille, satisfaite, se retourna vers les icônes. Se composant une mine dévote, elle continua :

— Que votre règne arrive...

Le marmot, en larmes, apparut à la porte. Essuyant son nez meurtri, geignant de douleur, il pleurnicha :

— Mémé-re ! Un gâteau !

Elle se retourna, l'œil méchant.

— Il ne me laissera pas prier, ce poison bigleux. Je vais t'en donner, moi, des gâteaux, tu vas voir, petite crapule ! Et elle saisit un fouet qui traînait sur un banc. Le gamin disparut instantanément. Sur le poêle, les gamines pouffèrent de rire.

Et, pour la troisième fois, la vieille se remit à sa prière.

Pavel se leva et sortit sans attendre le retour d'Artem. En refermant le portillon, il aperçut le visage de la vieille, collé contre la vitre. Elle l'observait.

« Qu'est-ce qui a pu attirer Artem ici ? Il est coincé maintenant pour le restant de ses jours. Stécha lui donnera un gosse chaque année. Il restera là comme un rat dans son trou. Peut-être même qu'il quittera le dépôt, réfléchissait Pavel, consterné, en déambulant par une rue déserte de la petite ville. Et moi qui voulais l'intéresser à la politique. »

Il était heureux de regagner le lendemain la grande ville où étaient restés ses amis et ses camarades. La grande ville l'attirait par sa puissance, sa vitalité, par les coulées humaines, le fracas des tramways et le vacarme des klaxons. Mais surtout, il était attiré par les énormes corps de bâtiments, les ateliers enfumés, les machines, le doux bruissement des courroies, les volants géants lancés à une allure folle et l'odeur de l'huile de graissage. — tout ce qui faisait désormais partie intégrante de sa vie. Ici, errant dans les rues paisibles de sa bourgade natale, il se sentait abattu.

A SUIVRE

CRIMES DE GUERRE

Les bombes à fragmentation ou bombes à billes, que l'aviation israélienne vient de larguer ces derniers jours sur l'agglomération de Sour, sont dites «anti-personnelles» parce qu'elles ne provoquent pas ou peu de dégâts matériels mais, sont destinées à tuer des vies humaines, afin de semer la terreur parmi les populations civiles. Ces bombes livrées par les Américains, sont du même type que celles qu'ils utilisaient dans la guerre contre les peuples d'Indochine.

Rappelons à ce sujet, ce qu'écrivait Nguyen Khac Vien, dans son étude sur «la technique américaine impuissante face à la guerre du peuple», en 1966 : «L'aviation US emploie souvent des bombes à billes grosses comme une pomme qui projettent deux à trois cents petites billes d'acier, parfaitement inopérantes contre les ponts ou autres objectifs militaires, mais qui criblent le corps des victimes de plusieurs dizaines de chevrotines, rendant impossible tout sauvetage chirurgical. Les enfants sont particulièrement touchés par ces bombes à billes déversées par milliers sur les villages». Pour bombarder le Nord Vietnam, les Américains avaient mis au point une bombe à bille dans laquelle les fragments projetés étaient en plastique, c'est-à-dire transparents aux rayons X, ce qui rendait l'intervention chirurgicale des plus difficiles.

On ignore encore la nature exacte des bombes «anti-personnelles» utilisées contre la ville de Sour, et la quantité déversée mais, il s'agit en tout cas d'un nouveau crime de guerre et de génocide perpétré par Israël contre les peuples palestiniens et libanais. Les sionistes, armés de pied en cap par l'impérialisme américain sont dignes des sanglantes traditions de leurs généreux «fournisseurs». Ce recours à de tels moyens n'est pas nouveau de la part des terroristes de Tel Aviv. Au cours des années passées, des bombes sionistes «anti-personnelles» ont déjà été larguées sur le Sud Liban. Certaines, comme on pu le constater plusieurs correspondants de presse, étaient à retardement et avaient la forme de jouets !

Résistance au Sud-Liban

● Lundi, au sixième jour de l'agression sioniste contre le Sud-Liban, des combats très durs continuaient d'opposer les troupes d'invasion à la Résistance Palestinienne et aux forces progressistes libanaises. Les sionistes sont intervenus bien au-delà du fleuve Litani, puisqu'entre les journées de dimanche et lundi, ils ont lancé durant 24 heures d'affilée, des raids aériens sur la région comprise entre Sour, au Sud du Litani, et Nabatiyeh, au Nord du fleuve. A la veille de la rencontre Begin-Carter, et à l'heure du vote

du Conseil de sécurité sur l'envoi de casques bleus au Sud-Liban, les sionistes veulent «prendre du terrain» et consolider leurs positions, pour créer un «fait accompli». Ainsi s'explique l'acharnement mis par les sionistes dans les attaques contre la ville de Sour (Tyr), sur la côte méditerranéenne, où la résistance continue et qui a été bombardée lundi pour le quatrième jour consécutif.

COMBATS ACHARNÉS AUTOUR DE LA VILLE DE SOUR

L'aviation israélienne largue des bombes à fragmentation

Les agresseurs, soutenus par l'aviation, ont encerclé la ville de Sour, par terre et par mer. Tout autour de Sour, les villages résistent Bourj Rahhal, Bourj Al Hawa, Al Abbasieh, Deir Qanorin, Ras El Ein. A Sour même, les combattants palestiniens et les patriotes libanais opposent une forte résistance, malgré le feu des canons à longue portée et des bâtiments de guerre des sionistes.

UN NOUVEAU PAS DANS LA BARBARIE

Pour tenter de briser la résistance, les sionistes n'ont pas hésité à franchir un nouveau pas dans la barbarie, en larguant des bombes à fragmentation (principalement destinées à massacrer les populations civiles), sur les faubourgs de Sour et le camp de réfugiés palestiniens tout proche de Rachidiyeh, qui s'est vidé de ses habitants. Le correspondant de l'agence Reuter écrit : «Au cinquième jour de la guerre israélo-palestinienne au Sud-Liban, j'ai vu les Phantom israéliens piquer les uns après les autres en lâchant leurs bombes à billes sur le faubourg de Maachouk. A quelques kilomètres au sud, le camp de réfugiés palestiniens de Rachidiyeh, a subi un pilonnage de l'aviation israélienne et de l'artillerie, ainsi que des tirs de deux canonniers israéliennes croisant au large. A un certain moment, les obus explosaient à la cadence d'un toutes les quatre secondes».

4 000 SIONISTES AU SUD

Devant l'importance de la résistance que leurs troupes rencontrent, les autorités de Tel Aviv qui avaient déjà envoyé 5 000 hommes en renfort au cours de la journée de dimanche, ont encore envoyé plusieurs milliers d'hommes supplémentaires, lundi, ce qui porte à environ 40 000 les effectifs sionistes engagés dans la bataille du Sud-Liban, dont 20 000 répartis en cinq brigades, sont concentrés autour de la seule ville de Sour.

Dans le secteur est du Sud-Liban, dans la zone montagneuse de l'Arkoub, les sionistes ont les plus grandes difficultés à avancer. Au centre, ils ont attaqué toute la journée de dimanche et lundi, les vil-

lages de Qana et de Jou-aya, qui résistaient toujours.

Lundi, l'aviation sioniste a survolé aussi la ville de Saïda où se sont installés des milliers de réfugiés venant du sud : des camps de toile ont été établis près du fleuve Al Awali, au nord de la ville. Les camps de Ain El Héroué et de Mieh Wa Mieh, dans la région de Saïda, connaissent aussi un très grand afflux de réfugiés.

LES OPÉRATIONS DE LA RÉSISTANCE

Lundi, le commande-

ment des forces conjointes palestiniennes et progressistes libanaises, a annoncé la destruction de quatre avions et de cent chars sionistes.

Le matériel de guerre sioniste installé dans les villages occupés a été sérieusement endommagé du fait des mines déposées par les fédayins. Ceux-ci profitent aussi du mauvais état des routes, et des chemins rendus très boueux par les pluies, donc peu favorables au déplacement rapide d'équipements lourds, pour s'opposer à la progression des colonnes sionistes.

La Résistance Palestinienne a également poursuivi son action, diman-

che et lundi, en frappant les colonnes sionistes, dans le nord de la Palestine occupée, notamment dans le secteur de Khalsa (Kiriati-Shmoné). Elle a frappé à plusieurs reprises

EN PALESTINE OCCUPÉE

à l'arrière des troupes ennemies.

Hain Al Asran, conseiller politique de l'OLP qui a souligné dans une déclaration, que les forces palestino-progressistes étaient actuellement seules à combattre les troupes israéliennes, a indiqué : «Dans les prochains jours, la Résistance Palestinienne portera la bataille à l'intérieur des territoires occupés». Dans les territoires palestiniens occupés en 67, Gaza et la Cisjordanie, de violentes manifestations

sur ces forces et sur une «armée libanaise» «recomposée» c'est-à-dire pour Begin, une armée qui serait composée pour l'essentiel de forces de droite. Sur ce dernier point, le *Jerusalem Post* écrit : «Si Israël se retire du Liban, il faut qu'il cède la place à l'armée libanaise, dont la reconstitution a rencontré l'opposition de la Syrie». C'est donc une occupation illimitée, s'appuyant sur les forces réactionnaires libanaises, qu'envisagent les autorités sionistes, mais que les forces palestiniennes et libanaises progressistes sont décidées à mettre en échec.

CASQUES BLEUS

CONTRE L'ACTIVITE DE LA RESISTANCE

L'envoi de casques bleus au Sud-Liban ne peut que servir l'occupation sioniste à laquelle il apporte une caution internationale. Les conditions dans lesquelles s'effectue la mise en œuvre de cette décision, sont significatives. Le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, a demandé au chef d'état-major de l'ONU, de déployer des observateurs militaires «pour confirmer la cessation des actions militaires dans la zone». Cette formule est des plus vagues et n'implique nullement le retrait israélien à propos duquel le secrétaire général de l'ONU note que «certaines conditions préalables fondamentales n'ont pas été éclaircies, et notamment les modalités du retrait des forces israéliennes du Sud-Liban».

Le FPLP a condamné la résolution du conseil de sécurité, en déclarant que cette résolution «profite aux agresseurs et vise en premier lieu, à établir un barrage contre les activités de la Révolution palestinienne». L'OLP en tant que tel, n'a pas encore fait de commentaires sur la décision d'envoyer des forces de l'ONU au Sud-Liban, entendant par là ne pas empiéter sur les prérogatives de l'Etat libanais.

Mais l'OLP exige le retrait total, immédiat et inconditionnel des forces israéliennes du Sud-Liban, comme de toutes les terres arabes occupées, et elle n'entend pas se plier à un quelconque diktat international qui l'empêcherait de poursuivre sa lutte contre l'Etat sioniste.



Pour tenter de mettre en œuvre leur politique de génocide, les sionistes utilisent des moyens considérables. Ici, un canon à longue portée, de 175 mm, dans la région frontalière.

ment des forces conjointes palestiniennes et progressistes libanaises, a annoncé la mort du général sioniste Abraham Oring, tué dans les combats du secteur centre. D'autre

che et lundi, en frappant les colonnes sionistes, dans le nord de la Palestine occupée, notamment dans le secteur de Khalsa (Kiriati-Shmoné). Elle a frappé à plusieurs reprises

ont été organisées, notamment samedi contre l'agression, israélienne au Sud-Liban. A El Bireh, Ramallah, Naplouse, Halhout, El Khalil, Gaza, des grèves massives et des affrontements avec la police ont eu lieu. Plusieurs manifestants ont été tués par la soldatesque israélienne.

LA STRATÉGIE SIONISTE

Les sionistes, qui cherchent à cacher à l'opinion mondiale, leur volonté d'expansion au Sud-Liban jusqu'au fleuve Litani, prétendent actuellement justifier la poursuite et l'extension de leurs opérations par le fait que les fédayins continuent à résister. Quant aux forces fascistes installées au Sud, leur collaboration avec l'occupant sioniste est de nouveau mise en évidence après la déclaration d'un de leurs responsables : «Il faut que les Israéliens restent et nous protégent».

Les sionistes espèrent pouvoir s'appuyer à terme

Le Kremlin craint que le conflit ne lui échappe...

La Pravda a condamné l'agression israélienne au Sud-Liban qui «peut, dit-elle, entraîner d'autres pays arabes dans le conflit». Elle demande le retrait des forces israéliennes du Liban, et d'«œuvrer pour que la conférence de Genève se réunisse, afin de trouver pour le problème du Proche-Orient un règlement global». Une fois de plus, les dirigeants du Kremlin tentent de profiter de la situation difficile que doit affronter la Révolution Palestinienne et les peuples arabes, pour relancer l'idée de la conférence de Genève qui devrait, estiment-ils, leur permettre de pouvoir intervenir à nouveau plus directement dans la situation au Proche-Orient, et y faire mieux valoir leurs prétentions à la domination sur la région.

Ils craignent, disent-ils, de voir «d'autres pays arabes entrer dans le conflit», car ils sont opposés, comme en octobre 73, à tout développement qu'ils ne contrôlèrent pas de la lutte des peuples arabes contre le sionisme et l'impérialisme américain.